

STATISTIQUES 2018-2019  
XVème législature  
*(1<sup>er</sup> octobre 2018 – 30 septembre 2019)*





# LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

## COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.....	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS.....	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

## GROUPES POLITIQUES

LaREM.....	La République en Marche
LR.....	Les Républicains
MODEM.....	Mouvement Démocrate et apparentés
SOC.....	Socialistes et apparentés
UDI-Agir.....	UDI, Agir et Indépendants
LT.....	Libertés et Territoires
FI.....	La France insoumise
GDR.....	Gauche démocrate et républicaine
NI.....	Députés non inscrits

## DIVERS

adt(s).....	Amendement(s).
al. ....	Alinéa.
Art. ....	Article.
A.V. ....	Abstention volontaire.
C. ....	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC.....	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion.....	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC.....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt.....	Gouvernement.
J.O. ....	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN.....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L. ....	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
LD.....	Lecture définitive.
L.O. ....	Loi organique.
NL.....	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée
PAC.....	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.....	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn.....	Proposition de loi.
QG.....	Questions au Gouvernement
QOSD.....	Questions orales sans débat
R.....	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect. ....	Rectifié.
SE.....	Secrétariat d'État.

## SIGNES

—.....	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

# SOMMAIRE

<b>1. Composition de l'Assemblée nationale</b>	<b>9</b>
1.1. Répartition géographique des sièges	9
1.2. Effectifs des groupes	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	11
1.3.1. Remplacement de députés	11
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député	11
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales	11
1.3.4. Élections partielles	11
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2019	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés	12
1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe	12
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe	13
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle	14
1.4.4. Nombre de mandats de député	15
1.5. Contestations d'opérations électorales	16
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	16
1.7. Immunités parlementaires	16
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	16
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	16
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C	16
1.8. Incompatibilités parlementaires	16
<b>2. Bilan d'activité</b>	<b>18</b>
2.1. Congrès du Parlement	18
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	18
2.2.1. Sessions et séances publiques	18
2.2.2. Impressions parlementaires	19
2.3. Commissions permanentes et spéciales	20
2.3.1. Travaux des commissions	20
2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe	23

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations .....	24
2.4. Commission des affaires européennes .....	24
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes.....	24
2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.....	24
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.....	25
2.6. Délégations et offices parlementaires .....	25
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	25
2.6.2. Offices parlementaires .....	25
2.6.3. Activités parlementaires internationales .....	25
2.7. Commissions d'enquête .....	26
<b>3. Examen des textes .....</b>	<b>28</b>
3.1. Projets et propositions de loi .....	28
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 <sup>er</sup> octobre 2018.....	28
3.1.2. Textes déposés .....	28
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2019.....	29
3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2019.....	30
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte.....	30
3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive .....	31
3.2. Propositions de résolution.....	32
<b>4. Eléments de procédure .....</b>	<b>35</b>
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour .....	35
4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. ....	35
4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3C .....	36
4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al. 3C .....	37
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al. 4C .....	38
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al. 5C.....	39
4.2. Procédures accélérées .....	40



4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.).....	41
4.4. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.) .....	41
4.4.1. Temps global alloué .....	41
4.4.2. Part du temps utilisé par groupe .....	41
4.5. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R. et 128 R.) .....	42
4.6. Secondes délibérations.....	42
4.7. Commissions mixtes paritaires .....	43
4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire .....	43
4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires .....	43
4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure .....	45
4.7.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure .....	45
4.8. Amendements .....	46
4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique .....	46
4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance ..	48
4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session .....	49
4.9. Votes bloqués.....	51
4.10. Scrutins publics .....	51
4.11. Incidents de séance .....	52
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel.....	52
<b>5. Déclarations et débats.....</b>	<b>54</b>
<b>6. Engagements de responsabilité et censure .....</b>	<b>56</b>
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement .....	56
6.2. Motions de censure .....	56
<b>7. Questions.....</b>	<b>58</b>
7.1. Questions orales.....	58
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement .....	58
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat .....	59
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle .....	60
7.2. Questions écrites .....	61

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses .....	61
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées .....	63
<b>Annexes .....</b>	<b>65</b>
Annexe I .....	66
Modifications à la composition de l'Assemblée nationale .....	66
Annexe II .....	68
Missions temporaires confiées par le Gouvernement .....	68
Annexe III .....	73
Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) .....	73
Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS) .....	73
Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes .....	74
Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement .....	75
Annexe IV .....	76
Demandes de consultation des commissions sur des nominations .....	76
Annexe V .....	78
Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution .....	78
Annexe VI .....	79
Liste des commissions d'enquête (créées sur la période) .....	79
Travaux des commissions d'enquête .....	80
Annexe VII .....	81
Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées .....	81
Propositions de loi du Sénat rejetées .....	81
Propositions de loi de l'Assemblée nationale renvoyées en commission .....	82
Annexe VIII .....	83
Liste chronologique des lois promulguées .....	83
Annexe IX .....	89
Textes examinés en application de l'article 29 C .....	89
Textes examinés en application de l'article 48 C .....	91
Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) : .....	96
Annexe X .....	98



Annexe XI .....	99
<i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2018-2019</i> .....	99
Annexe XII .....	105
<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée</i> .....	105
Annexe XIII .....	108
<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé</i> .....	108
Annexe XIV .....	109
<i>Commissions mixtes paritaires</i> .....	109
Annexe XV .....	114
<i>Liste chronologique des scrutins</i> .....	114
Annexe XVI .....	117
<i>Décisions du Conseil Constitutionnel</i> .....	117
Annexe XVII .....	121
<i>Déclarations et débats</i> .....	121
Annexe XVIII .....	125
<i>Engagements de responsabilité et censure (article 49 de la Constitution)</i> .....	125
Annexe XIX .....	126
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i> .....	126
Annexe XX .....	127
<i>Répartition des réponses aux questions orales et écrites</i> .....	127

# 1.

## COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



## 1. Composition de l'Assemblée nationale

### 1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 C	8
Français établis hors de France	11
<b>TOTAL</b>	<b>577</b>

### 1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 30 septembre 2018			Au 30 septembre 2019		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
La République en Marche	309	2	311	300	4	304
Les Républicains	99	4	103	98	6	104
Mouvement Démocrate et apparentés	40	6	46	40	6	46
Socialistes et apparentés	26	4	30	28	1	29
UDI, Agir et Indépendants	31	1	32	28	0	28
Libertés et Territoires <sup>(1)</sup>	///	///	///	18	1	19
La France insoumise	17	0	17	17	0	17
Gauche démocrate et républicaine	16	0	16	16	0	16
<b>Total des groupes</b>	538	17	555	545	18	563
Députés non inscrits	///	///	21	///	///	13
<b>Total des sièges pourvus</b>			576 <sup>(2)</sup>			576 <sup>(3)</sup>
Sièges vacants	///	///	1	///	///	1
<b>Total des sièges</b>			<b>577</b>			<b>577</b>

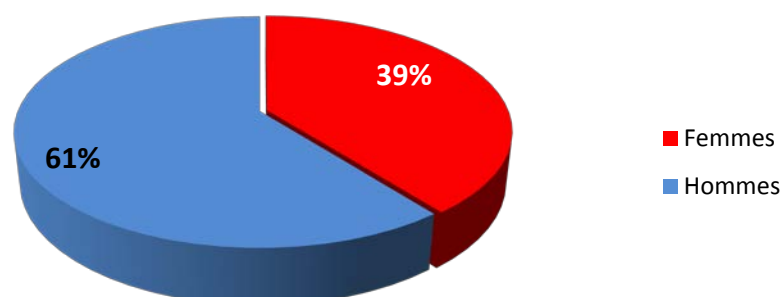
<sup>1</sup> Création du groupe le 17 octobre 2018 (JO du 18 octobre 2018).

<sup>2</sup> Dont 228 femmes : 150 LaREM, 24 LR, 17 MODEM, 7 UDI-Agir, 13 SOC, 7 FI, 4 GDR, 6 non inscrites.

<sup>3</sup> Dont 227 femmes : 146 LaREM, 24 LR, 16 MODEM, 13 SOC, 8 UDI-Agir, 4 LT, 7 FI, 4 GDR, 5 non inscrites.

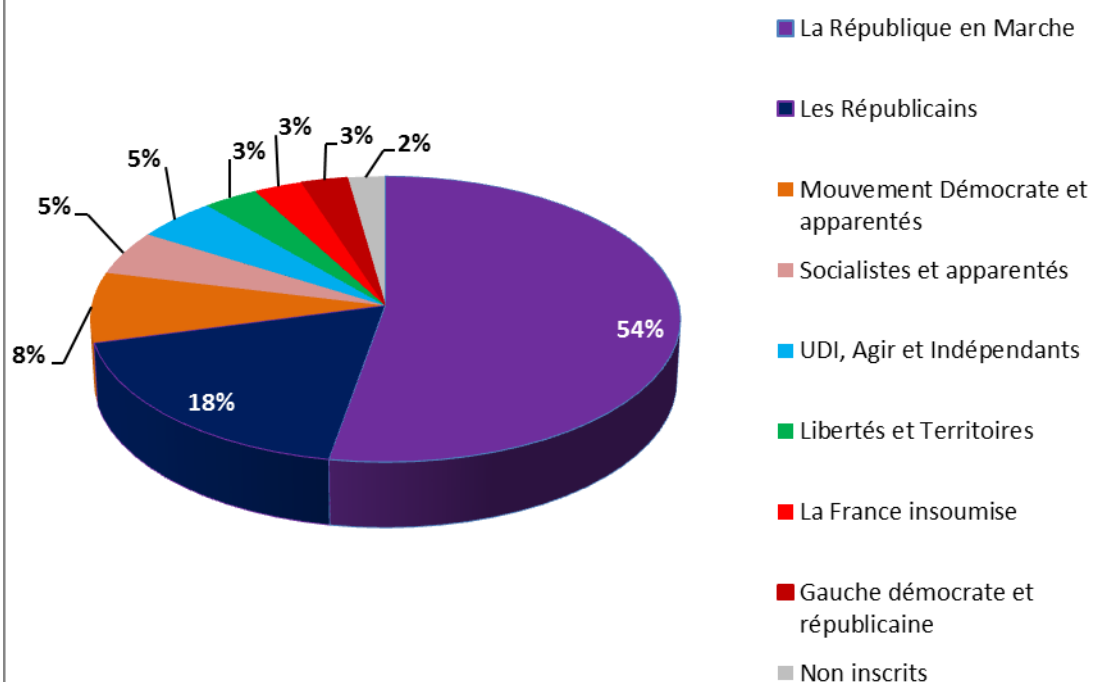
## Répartition des députés par sexe

(au 30 septembre 2019)



## Répartition des députés par groupe politique

(au 30 septembre 2019)





## *1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale <sup>(4)</sup>*

### *1.3.1. Remplacement de députés*

*Après :*

– décès	1
– nomination à des fonctions ministérielles	6
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	-

### *1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député* 4

### *1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales* -

### *1.3.4. Élections partielles* 1

(Art. L.O. 178 du code électoral)

*Après :*

– annulation d'opérations électorales	-
– démission d'office	-
– démission volontaire	1
– autre (décès du suppléant)	-

### *1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2019* 1

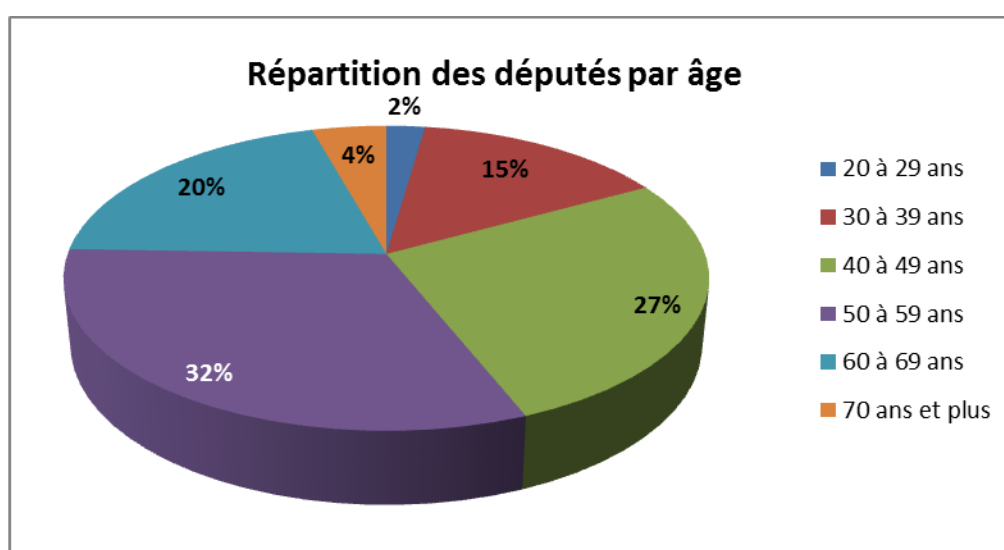
---

<sup>4</sup> Voir annexe I.

## 1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

### 1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
De 20 à 24 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
De 25 à 29 ans	9	2	0	0	0	0	1	0	1	13
De 30 à 34 ans	26	8	1	0	1	0	2	0	0	38
De 35 à 39 ans	37	2	2	0	2	1	2	1	0	47
De 40 à 44 ans	41	6	4	1	3	2	4	1	1	63
De 45 à 49 ans	54	13	8	4	3	3	1	3	3	92
De 50 à 54 ans	51	13	7	6	8	2	4	2	4	97
De 55 à 59 ans	38	23	6	4	6	4	1	1	2	85
De 60 à 64 ans	28	17	10	7	4	5	1	4	1	77
De 65 à 69 ans	11	12	6	5	0	1	1	3	0	39
70 ans et plus	9	8	2	2	1	1	0	1	1	25
<b>Total</b>	<b>304</b>	<b>104</b>	<b>46</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>576</b>





#### 1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

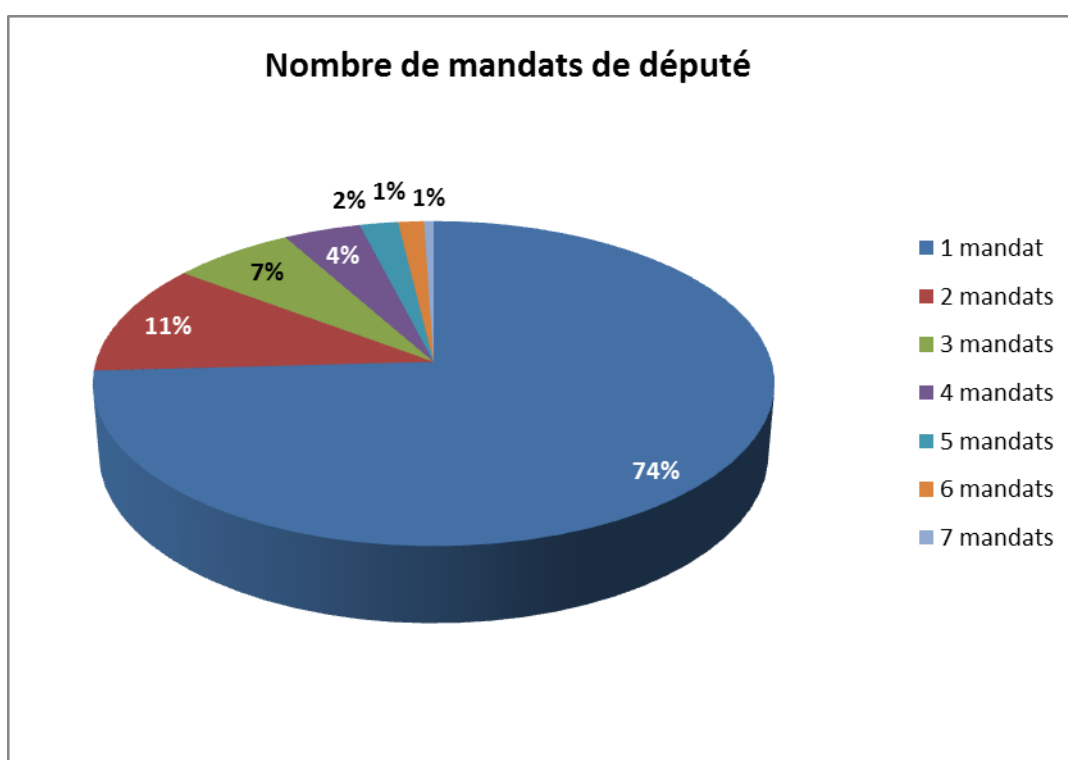
Groupes	Âge moyen
La République en Marche	48 ans et 1 mois
Les Républicains	54 ans et 11 mois
Mouvement Démocrate et apparentés	54 ans et 10 mois
Socialistes et apparentés	58 ans et 1 mois
UDI, Agir et Indépendants	51 ans et 11 mois
Libertés et Territoires	54 ans et 9 mois
La France insoumise	45 ans et 7 mois
Gauche démocrate et républicaine	56 ans et 7 mois
Non inscrits	51 ans et 1 mois
<b>Moyenne générale</b>	<b>51 ans</b>

### 1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Professions	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
Agriculteurs exploitants	4	7	1	1	2	0	0	0	0	15
Anciens agriculteurs exploitants	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	0	2	0	0	0	0	0	0	4
Anciens cadres et professions intermédiaires	11	5	1	2	1	0	0	1	0	21
Anciens employés et ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Artisans	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Cadres d'entreprise	88	23	11	9	8	4	1	1	2	147
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	76	28	13	12	8	7	8	5	3	160
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	18	5	3	0	2	1	0	0	0	29
Commerçants et assimilés	16	1	0	0	1	1	0	0	0	19
Contremaîtres, agents de maîtrise	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Employés administratifs d'entreprise	4	1	1	0	0	0	0	3	0	9
Employés de commerce	4	0	0	0	0	0	1	0	0	5
Employés de la fonction publique	6	0	1	0	0	0	2	1	0	10
Inactifs divers (autres que retraités)	2	0	0	0	1	0	0	0	0	3
Ouvriers agricoles	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Ouvriers qualifiés	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2	0	1	0	0	0	1	1	1	6
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	18	2	2	1	1	0	2	3	1	30
Professions libérales et assimilés	45	23	7	3	4	5	1	0	3	91
Sans profession déclarée	3	9	2	1	0	1	0	1	1	18
<b>Total</b>	<b>304</b>	<b>104</b>	<b>46</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>576</b>

#### 1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
1 mandat	276	41	45	6	14	8	17	10	10	427
2 mandats	20	20	1	11	5	4	0	3	0	64
3 mandats	6	15	0	9	2	5	0	0	1	38
4 mandats	2	11	0	2	6	1	0	1	1	24
5 mandats	0	9	0	0	0	0	0	2	1	12
6 mandats	0	6	0	0	1	1	0	0	0	8
7 mandats	0	2	0	1	0	-	0	0	0	3



## 1.5. Contestations d'opérations électorales <sup>(5)</sup>

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	9	4
Requêtes :		
• devenues sans objet	0	0
• rejetées	1	1
• suivies d'annulation	0	0
• inéligibilités	8	4

## 1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement <sup>(6)</sup>

Missions confiées au cours de la période 35

Missions en cours au 30 septembre 2019 14

## 1.7. Immunités parlementaires

### 1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale 0

### 1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale 0

### 1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

## 1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel 0

<sup>5</sup> Voir annexe XVI.

<sup>6</sup> Voir annexe II.

# 2.

## BILAN D'ACTIVITÉ



## 2. Bilan d'activité

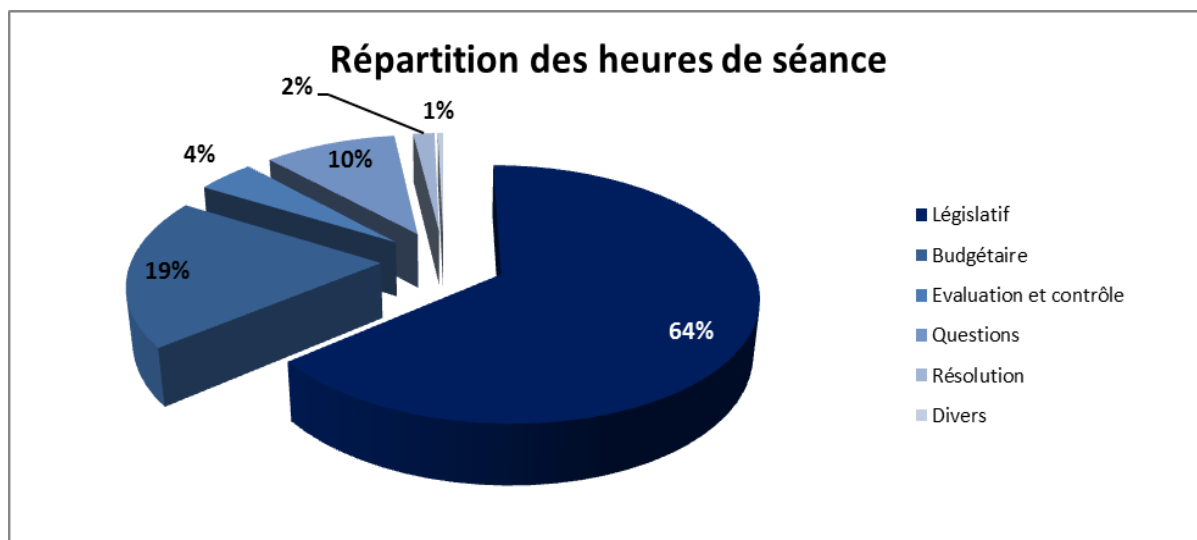
### 2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

### 2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

#### 2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle <sup>(7)</sup>	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1 <sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019	153	335	1 367 h 15	878 h 05	263 h 35	59 h 40	138 h 15	22 h 10	5 h 30



<sup>7</sup> Dont déclarations, motions de censure et débats.

### 2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	83	5 168	29	3 048	112	8 216
Propositions de loi	519	6 511	-	-	519	6 511
Propositions de résolution	115	1 416	-	-	115	1 416
Rapports législatifs <sup>(8)</sup>	120	13 902	86	9 665	206	23 567
Avis	19	1 222	68	5 594	87	6 816
Rapports d'information <sup>(9)</sup>	95	10 854	-	-	95	10 854
Autres rapports <sup>(10)</sup>	77	12 246	-	-	77	12 246
<b>Totaux</b>	<b>1 028</b>	<b>51 319</b>	<b>183</b>	<b>18 307</b>	<b>1 211</b>	<b>69 626</b>

<sup>8</sup> Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

<sup>9</sup> Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

<sup>10</sup> Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

## 2.3. Commissions permanentes et spéciales

### 2.3.1. Travaux des commissions <sup>(11)</sup>

#### - Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales (12)	Total
<b>Nombre</b>	<b>76</b>	<b>71</b>	<b>85</b>	<b>88</b>	<b>50</b>	<b>90</b>	<b>106</b>	<b>105</b>	<b>62</b>	<b>733</b>
<b>Durée</b>	<b>147 h 50</b>	<b>147 h 25</b>	<b>158 h 40</b>	<b>169 h 15</b>	<b>91 h 25</b>	<b>200 h 15</b>	<b>228 h 20</b>	<b>198 h 25</b>	<b>136 h 10</b>	<b>1 341 h 35</b>
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>11 h 15</i>	<i>11 h 25</i>	<i>8 h 50</i>	<i>8 h 35</i>	<i>5 h 30</i>	<i>19 h 20</i>	<i>73 h 51</i>	<i>14 h 05</i>	<i>-</i>	<i>152 h 51</i>
<b>Personnes auditionnées</b>										
Membres du Gouvernement	14	9	9	12	5	6	30	24	6	115
Autres personnalités	62	31	52	62	60	92	45	16	32	452
<b>Total des auditions</b>	<b>76</b>	<b>40</b>	<b>61</b>	<b>74</b>	<b>65</b>	<b>98</b>	<b>75</b>	<b>40</b>	<b>38</b>	<b>567</b>

#### - Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
<b>Textes renvoyés en première lecture :</b>										
Projets de loi	6	7	19 <sup>(13)</sup>	6	3	6	4	15	2 <sup>(14)</sup>	<b>68</b>
Propositions de loi	34	59	1	89	6	39	68	166	-	<b>462</b>
Propositions de résolution <sup>(15)</sup>	4	5	6	10	5	10	-	24	-	<b>64</b>
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	1	-	-	1	-	-	-	<b>3</b>
<b>Total des textes renvoyés</b>	<b>44</b>	<b>71</b>	<b>26</b>	<b>105</b>	<b>14</b>	<b>55</b>	<b>72</b>	<b>205</b>	<b>2</b>	<b>594</b>
<b>Textes adoptés définitivement :</b>										
Projets de loi	3	3	22 <sup>(16)</sup>	3	-	1	5	8	2 <sup>(17)</sup>	<b>47</b>
Propositions de loi	2	2	-	7	-	1	-	13	-	<b>25</b>
Propositions de résolution <sup>(15)</sup>	-	1	2	1	-	1	-	2	-	<b>7</b>
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	2	1	-	1	-	1	-	<b>5</b>
<b>Total des textes adoptés définitivement</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>79</b>

<sup>11</sup> Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des Présidents, voir annexe III.

<sup>12</sup> Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique.

<sup>13</sup> Dont 16 conventions.

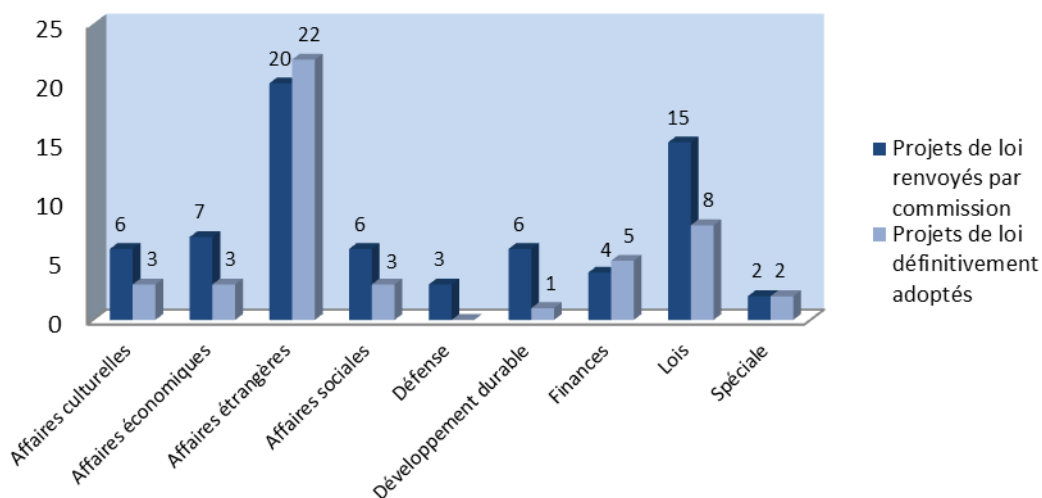
<sup>14</sup> Commission spéciale sur la croissance et la transformation des entreprises et commission spéciale sur la société de confiance.

<sup>15</sup> Hors propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.

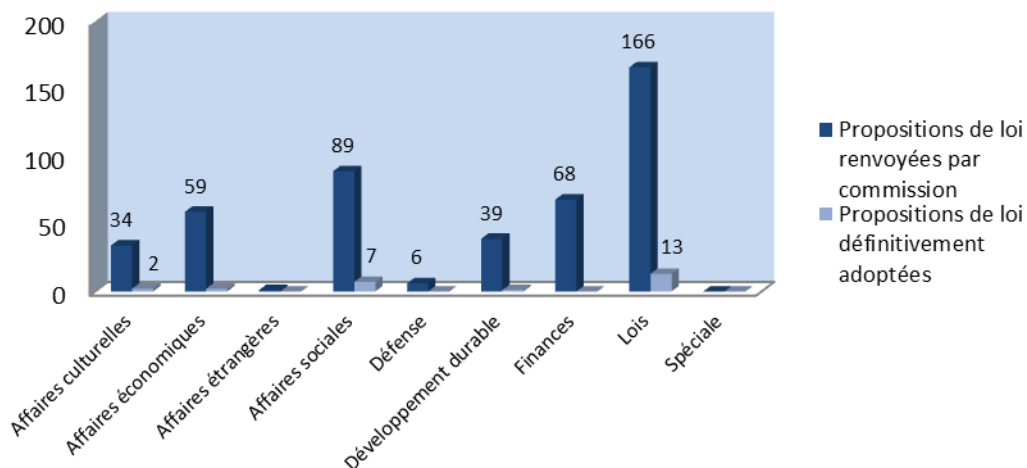
<sup>16</sup> Dont 22 conventions.

<sup>17</sup> Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

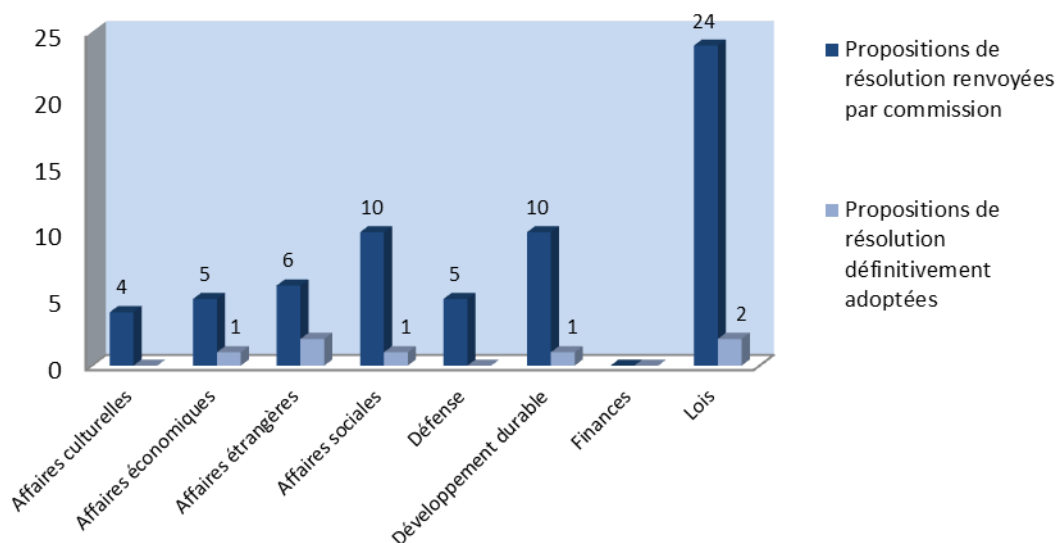
## Projets de loi par commission



## Propositions de loi par commission



## Propositions de résolution par commission



## - Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
<b>Rapports déposés</b>										
<b>En première lecture :</b>										
sur des projets de loi	4	1	22	3	-	2	3	8	2	<b>45</b>
sur des propositions de loi	6	6	1	18	1	1	4	22	-	<b>59</b>
sur des propositions de résolution	1	2	2	-	-	-	-	4	-	<b>9</b>
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	2	-	-	-	-	1	-	<b>3</b>
<b>Total des rapports déposés en 1<sup>ère</sup> lecture</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>34</b>	<b>2</b>	<b>113</b>
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	1	-	1	1	-	1	4
<b>En lectures suivantes :</b>										
sur des projets de loi	1	-	-	1	-	1	5	2	1	<b>11</b>
sur des propositions de loi	3	1	-	1	-	2	-	2	-	<b>9</b>
<b>Total des rapports déposés en lectures suivantes</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>20</b>
<b>Total des rapports toutes lectures</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>133</b>
<i>Annexes au rapport général</i>	-	-	-	-	-	-	45	-	-	45
<b>Avis</b>										
sur le PLF de l'année	6	14	8	4	8	10	-	9	-	<b>59</b>
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	-	-	1	-	-	<b>1</b>
sur des projets de loi	1	3	1	-	1	2	5	1	-	<b>14</b>
sur des propositions de loi	1	1	-	-	1	1	-	2	-	<b>6</b>
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>18</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>80</b>
<b>Rapports d'information</b>	5	5	11	3	5	2	13	8	-	<b>52</b>
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	2	3	-	1	-	2	-	-	-	8
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



## 2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

### 2.3.2.1. Textes non budgétaires <sup>(18)</sup>

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
<b>Commissions saisies au fond (toutes lectures)</b>										
- projets de loi	58	6	9	1	1	1	-	-	-	73
- propositions de loi	28	11	12	6	4	-	6	5	-	72
- propositions de résolution (hors européennes)	4	-	1	-	-	-	-	1	-	6
- propositions de résolutions européennes	3	-	1	-	-	-	-	-	-	7
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>155</b>
<b>Commissions saisies pour avis (toutes lectures)</b>										
- projets de loi	15	-	-	-	-	-	-	-	-	15
- propositions de loi	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont résolutions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21</b>

### 2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
<b>Commission des finances</b>										
- rapporteur général (1 <sup>ère</sup> lecture)	2	-	-	-	-		-	-	-	2
- rapporteur général (lectures suivantes)	6	-	-	-	-		-	-	-	6
- rapporteurs spéciaux	35	9	5	2	2		1	1	-	55
<b>Commission des affaires sociales</b>										
- rapporteur général (1 <sup>ère</sup> lecture)	2	-	-	-	-		-	-	-	2
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-		-	-	-	1
<b>Autres commissions (avis)</b>										
- sur la loi de finances annuelle	32	12	8	3	1	-	2	1	-	59
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-		-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	-	-	-	-	-		-	-	-	-

<sup>18</sup> Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

### 2.3.2.3. Rapports d'information <sup>(19)</sup>

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
<b>Rapports d'information des commissions permanentes</b>	29	13	1	2	3	-	4	-	-	<b>52</b>
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	-	1	-	-	-		-			<b>1</b>
<i>dont rapports d'application</i>	5	3	-	-	-	-	-	-	-	<b>8</b>

### 2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations <sup>(20)</sup>

17

## 2.4. Commission des affaires européennes

### 2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
49	73 h 10	9	36	14	856	4

### 2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution <sup>(21)</sup>

Textes déposés durant la période 852

Textes examinés durant la période 856

<sup>19</sup> Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent recueil.

<sup>20</sup> Voir annexe IV.

<sup>21</sup> Voir annexe V.

## 2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
8	10 h 25	-	15	3

## 2.6. Délégations et offices parlementaires

### 2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	26	37 h 45	7	19	7
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	36	52 h 50	5	119	8
Délégation aux outre-mer	14	29 h	4	9	6

### 2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	32	83 h 45	-	134	11

### 2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	4	-	1	2	-

## 2.7. Commissions d'enquête <sup>(22)</sup>

– Commissions constituées durant la période	6
– Rapports déposés durant la période	5

---

<sup>22</sup> Voir annexe VI.

# 3.

## EXAMEN DES TEXTES



### 3. Examen des textes

#### 3.1. Projets et propositions de loi

##### 3.1.1. Textes en instance de lecture au 1<sup>er</sup> octobre 2018

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat <sup>(23)</sup>	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	33	13	<b>46</b>
en instance de lectures suivantes	2	1	<b>3</b>
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>35</b>	<b>14</b>	<b>49</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	// <sup>(24)</sup>	88	<b>88</b>
en instance de lectures suivantes	4	4	<b>8</b>
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>4</b>	<b>92</b>	<b>96</b>

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	5	//	<b>5</b>
en instance de lectures suivantes	0	1	<b>1</b>
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	43	//	<b>43</b>
en instance de lectures suivantes	1	6	<b>7</b>
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>44</b>	<b>6</b>	<b>50</b>

##### 3.1.2. Textes déposés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 30 septembre 2019

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	46	23	<b>69</b>
en lectures suivantes	19	5	<b>24</b>
retraits	-	-	-
<b>Nombre total de projets de loi déposés sur la session</b>	<b>65</b>	<b>28</b>	<b>93</b>
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	432	31	<b>463</b>
en lectures suivantes	10	4	<b>14</b>
retraits	3	-	<b>3</b>
<b>Nombre total de propositions de loi déposées sur la session</b>	<b>439</b>	<b>35</b>	<b>474 <sup>(25)</sup></b>

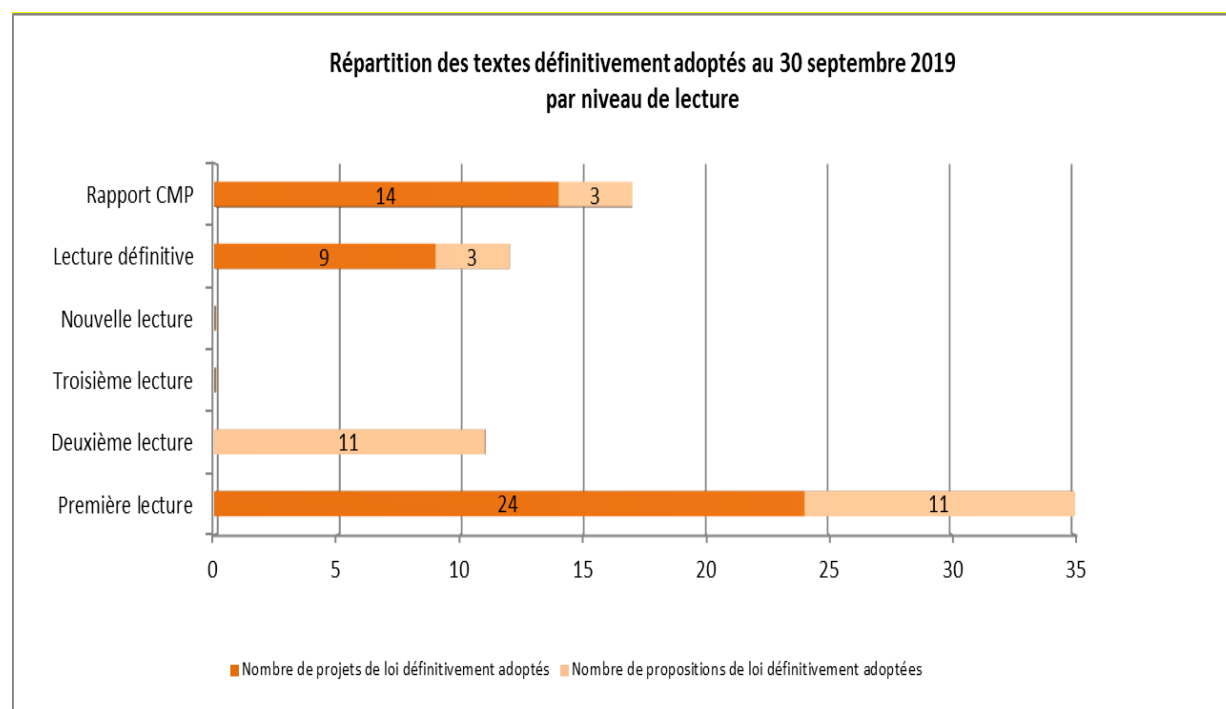
<sup>23</sup> Il s'agit uniquement des textes de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

<sup>24</sup> Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1<sup>ère</sup> lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

<sup>25</sup> Dont 18 propositions de loi constitutionnelle et 9 propositions de loi organique.

### 3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2019

Types de texte		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte						Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	7	0	7
		Sénat	10	-	-	-		8	18
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	14	-	-	-	2	5	21
		Sénat		-	-	-		1	1
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			24	-	-	-	9	14	47
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		1	-	-	2	-	3
		Sénat	7	1	-	-		2	10
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	4	2	-	-	1	1	8
		Sénat		4	-	-		-	4
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			11	8	-	-	3	3	25 <sup>(26)</sup>



<sup>26</sup> Sur la session 2018-2019, 11 propositions de loi ont été rejetées et 5 propositions de loi ont été renvoyées en commission lors de leur examen en séance publique : voir annexe VII.

### 3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2019

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	50	9	<b>59</b>
en instance de lectures suivantes	-	1	<b>1</b>
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>50</b>	<b>10</b>	<b>60</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	3	108	<b>111</b>
en instance de lectures suivantes	4	6	<b>10</b>
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>7</b>	<b>114</b>	<b>121</b>

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	6	//	<b>6</b>
en instance de lectures suivantes	0	1	<b>1</b>
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>7</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	49	//	<b>49</b>
en instance de lectures suivantes	2	1	<b>3</b>
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>51</b>	<b>1</b>	<b>52</b>

### 3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes en instance à l'AN au 1 <sup>er</sup> octobre 2018 + textes déposés à l'AN	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées <sup>(27)</sup>
Projets de loi	142	47	48 <sup>(28)</sup>
Propositions de loi	570	25	25
<b>TOTAL</b>	<b>706</b>	<b>72</b>	<b>73 <sup>(29)</sup></b>

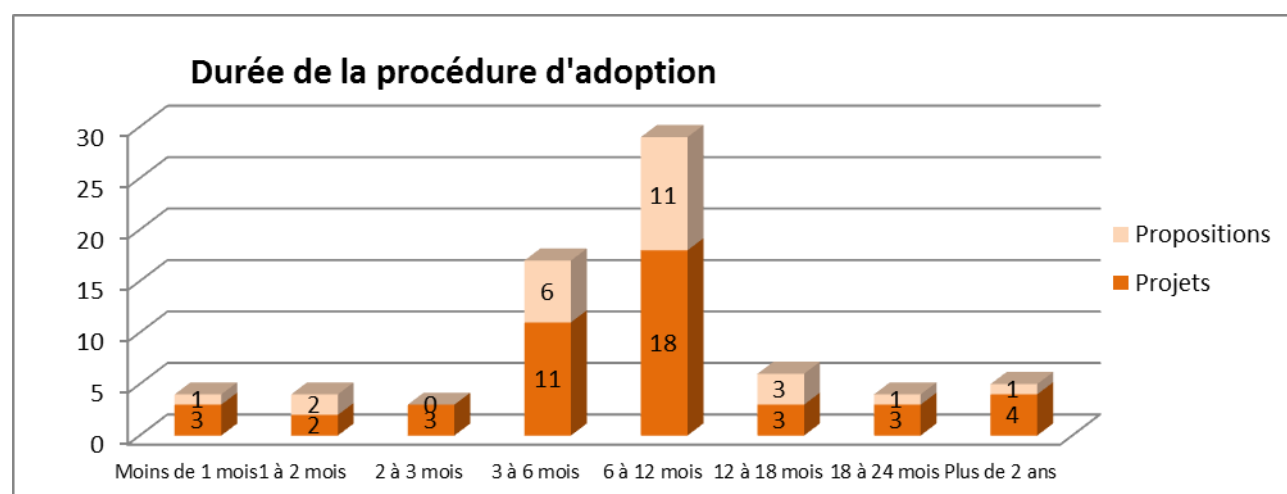
<sup>27</sup> Voir annexe VIII.

<sup>28</sup> Dont 21 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

<sup>29</sup> Sont prises en compte les lois adoptées sous la précédente session mais dont la promulgation est intervenue sur la session 2018-2019.

### 3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	3	1	3	5	10	2	1	-	25
	Déposés au Sénat	-	1	-	6	8	1	2	4	22
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		3	2	3	11	18	3	3	4	47
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	1	2	-	4	5	1	-	-	13
	Déposées au Sénat	-	-	-	2	6	2	1	1	12
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		1	2	-	6	11	3	1	1	25



		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	197 jours
	Déposés au Sénat	441 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		311 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	166 jours
	Déposées au Sénat	438 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		297 jours

### 3.2. Propositions de résolution <sup>(30)</sup>

	LaREM	LR	MODEM	SOC	UDI-Agir	LT	FI	GDR	NI	Total
<b>Modification du Règlement de l'Assemblée nationale</b>										
. déposées	1	1	-	1	-	-	-	-	-	3
. rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<b>Création d'une commission d'enquête</b>										
. déposées	2	13	-	2	3	1	19	8 <sup>(31)</sup>	9	57
. retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	1	1	-	1	1	-	1	1	-	6
<b>Article 34-1 de la Constitution</b>										
Déposées	10	22	2	3	3	-	2	4	3	49
Retirées	1	2	-	-	1	-	-	-	-	4
Rejetées	-	-	-	1	2	-	1	1	-	5
adoptées	8	2	1	-	-	-	-	-	-	11
<b>Résolutions européennes</b>										
. déposées	5	1	-	-	-	-	-	-	-	6
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	4 <sup>(32)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	4
- par un député	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2
. rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. considérées comme adoptées	5 <sup>(33)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	5
. adoptées en séance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Suspension de détention ou de poursuites</b>										
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Mise en accusation devant la Haute Cour (art. 68)</b>										
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

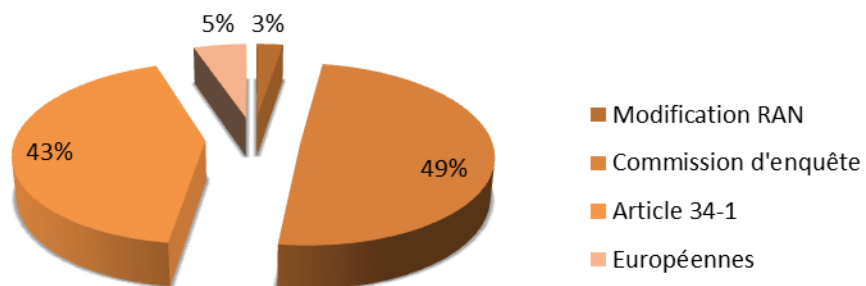
<sup>30</sup> Les propositions de résolution adoptées sur la période correspondante sont les textes adoptés entre le 1er octobre 2018 et le 30 septembre 2019, qu'ils aient été déposés durant cette même session ou antérieurement.

<sup>31</sup> Dont 1 commune aux groupes La République en Marche, Les Républicains, Mouvement Démocrate et apparentés, Socialistes et apparentés, UDI Agir et Indépendants, Libertés et Territoires et un député non inscrit

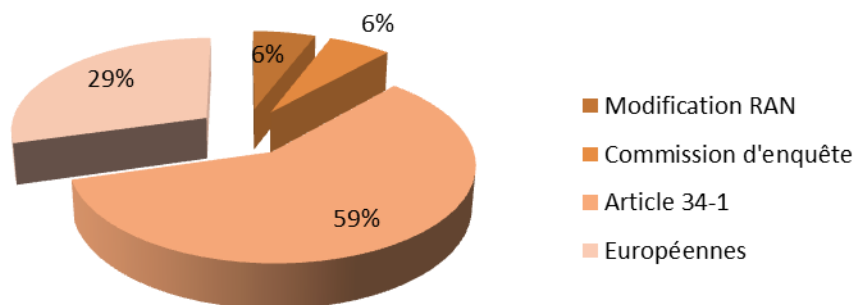
<sup>32</sup> Dont 2 communes aux groupes La République en Marche et Les Républicains et 2 communes aux groupes La République en Marche et Mouvement Démocrate et apparentés.

<sup>33</sup> Dont 2 communes aux groupes La République en Marche et Les Républicains et 2 communes aux groupes La République en Marche et Mouvement Démocrate et apparentés.

### Types de résolutions déposées



### Types de résolutions adoptées





# 4.

## ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

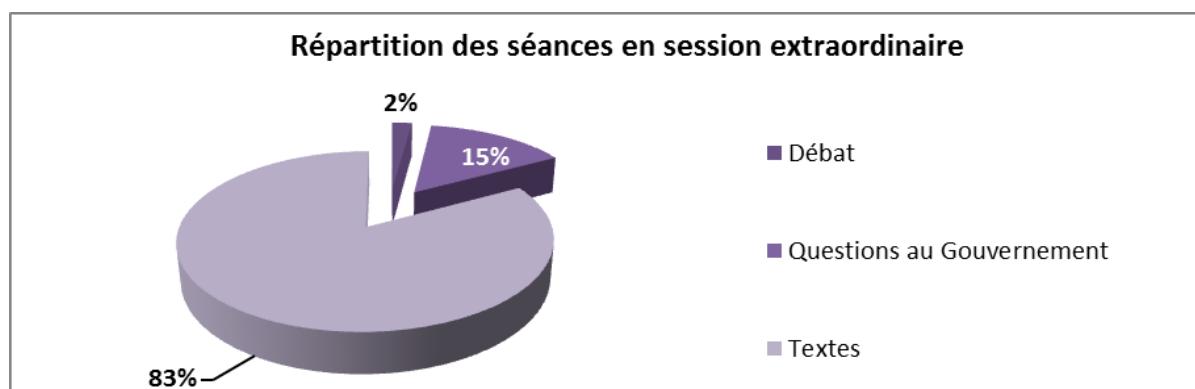
## 4. Éléments de procédure

### 4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
39	154 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 <sup>(34)</sup>
Déclarations	-
Questions	7
• Questions au Gouvernement	7
• Questions orales sans débat	0
• Questions sur une thématique ministérielle	0
Examen des textes	39



### TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	27
• Dont conventions	10
Nombre de propositions de loi	11
Nombre de propositions de résolution	-
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>38</b>

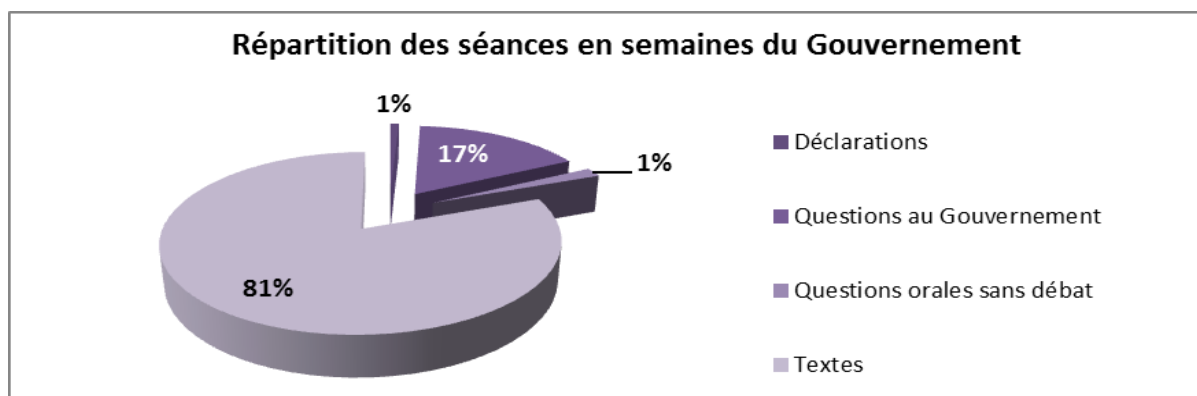
<sup>34</sup> Débat d'orientation des finances publiques le 11 juillet 2019.

#### 4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3C <sup>(35)</sup>

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
202 <sup>(36)</sup>	846 h 45 <sup>(37)</sup>

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	2 <sup>(38)</sup>
Questions	44
• Questions au Gouvernement	40
• Questions orales sans débat	4
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	193



### TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	42
• Dont conventions	10
Nombre de propositions de loi	12
Nombre de propositions de résolution	3
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>57</b>

<sup>35</sup> Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2018-2019.

<sup>36</sup> Dont 58 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFR et votes solennels associés).

<sup>37</sup> Dont 242 h 55 d'examen budgétaire.

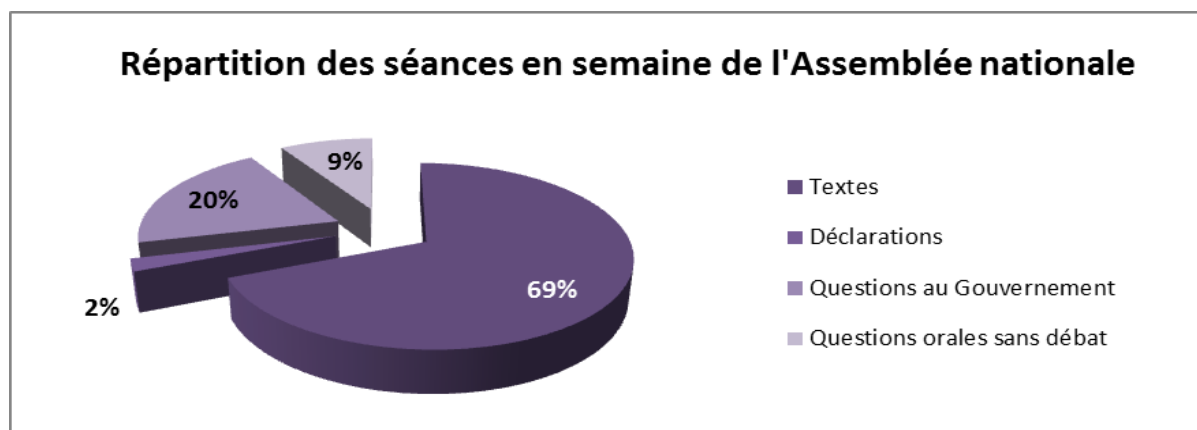
<sup>38</sup> Déclaration du Gouvernement relative au grand débat national le 9 avril 2019 et déclaration de politique générale le 12 juin 2019.

#### 4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al. 3C <sup>(39)</sup> ( <sup>40)</sup>

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
36	140 h 25

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	1 <sup>(41)</sup>
Questions	13
• Questions au Gouvernement	9
• Questions orales sans débat	4
• Questions sur une thématique ministérielle	0
Examen des textes	31



### TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	8
• Dont conventions	3
Nombre de propositions de loi	9
Nombre de propositions de résolution	3
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>20</b>

<sup>39</sup> Voir annexe IX.

<sup>40</sup> Voir annexe X.

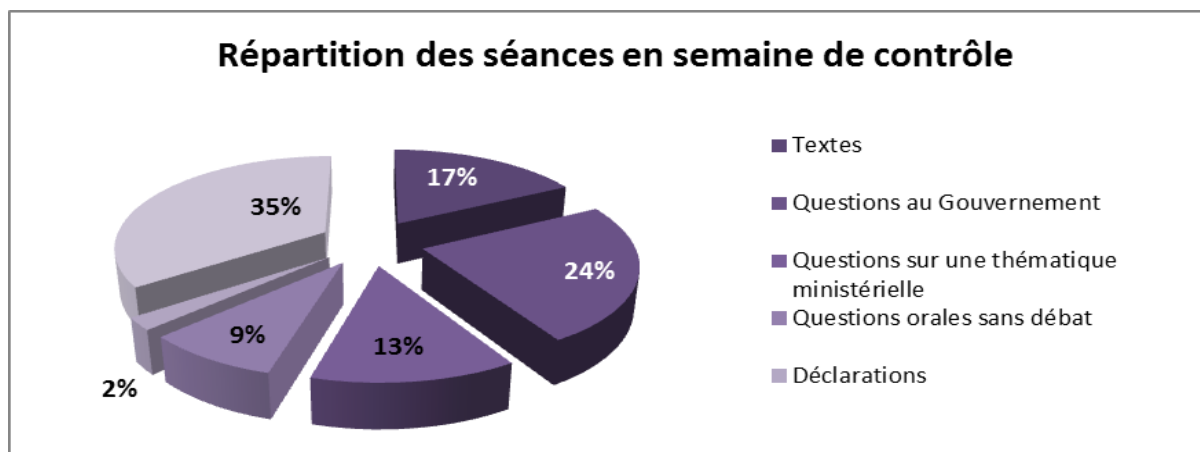
<sup>41</sup> Déclaration du Gouvernement sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat le 5 décembre 2018.

**4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al. 4C <sup>(42)</sup> <sup>(43)</sup>**

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
<b>32</b>	<b>122 h 20</b>

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	16
Déclarations	1 <sup>(44)</sup>
Questions	21
• Questions au Gouvernement	11
• Questions orales sans débat	4
• Questions sur une thématique ministérielle	6
Examen des textes	8



## TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	<b>4</b>
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	-
Nombre de propositions de résolution	<b>11</b> <sup>(45)</sup>
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>15</b>

<sup>42</sup> Voir annexe IX.

<sup>43</sup> Voir annexe X.

<sup>44</sup> Déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité pour les années 2019-2022 le 30 avril 2019.

<sup>45</sup> Dont 4 propositions de résolution rejetées.

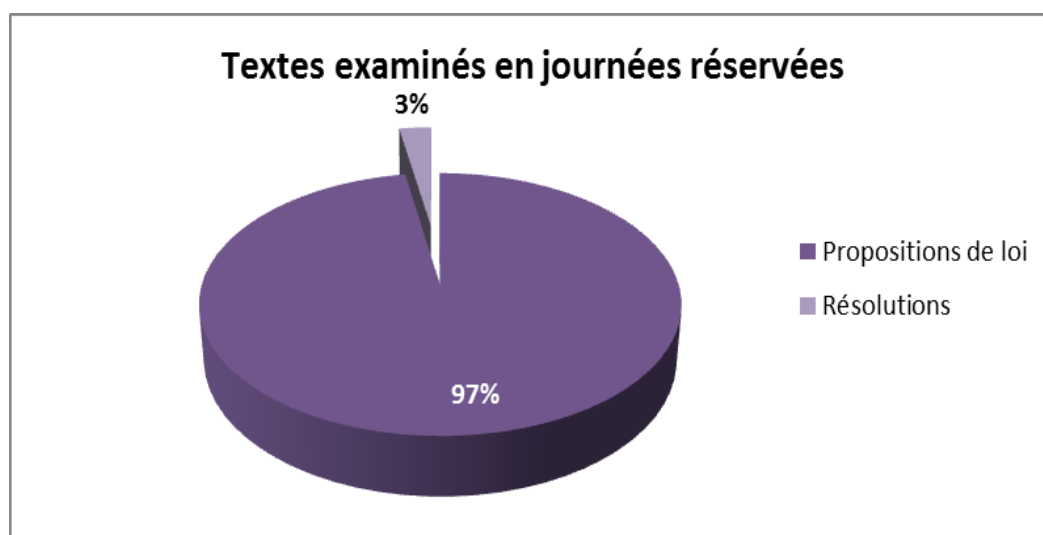
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al. 5C <sup>(46)(47)</sup>

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
26	102 h 55

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	0
• Questions au Gouvernement	-
• Questions orales sans débat	-
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	26

### TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	0
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	38 <sup>(48)</sup>
Nombre de propositions de résolution	1
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>39</b>



<sup>46</sup> Voir annexe IX.

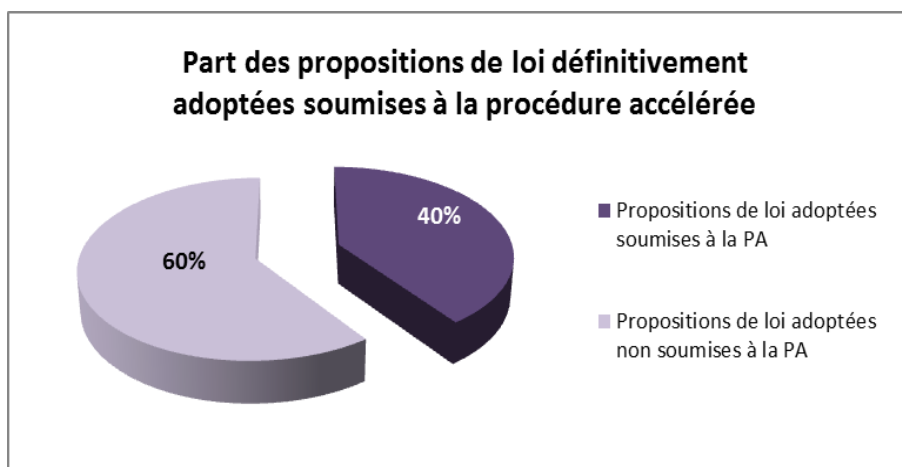
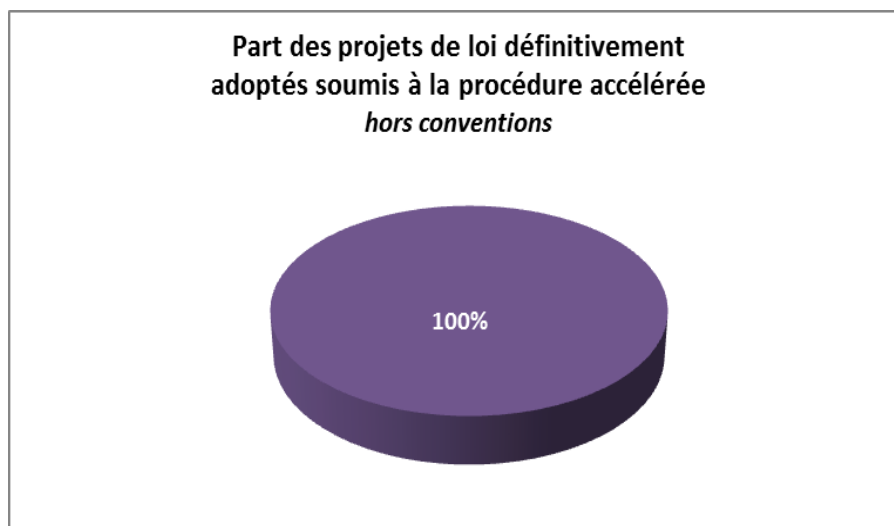
<sup>47</sup> Voir annexe X.

<sup>48</sup> Dont 11 propositions de loi rejetées et 5 propositions de loi renvoyées en commission.

## 4.2. Procédures accélérées <sup>(49)</sup>

<b>Engagées sur projets de loi</b>	<b>31</b> <sup>(50)</sup>
• <i>Dont conventions</i>	5
<b>Engagées sur propositions de loi</b>	<b>13</b>
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>

<b>Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée</b> <sup>(51)</sup>	<b>27</b>
• <i>Dont conventions</i>	2
<b>Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée</b>	<b>10</b>
<b>Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée <i>hors conventions</i></b>	<b>70 %</b> <sup>(52)</sup>



<sup>49</sup> Voir annexe XI.

<sup>50</sup> Dont deux engagements de procédures accélérées sur des lettres rectificatives à des projets de loi.

<sup>51</sup> Dont textes budgétaires.

<sup>52</sup> 51 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.

### 4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.) <sup>(53)</sup>

Projets ayant fait l'objet d'une demande	23
Oppositions	11
<b>Textes adoptés dans le cadre de cette procédure</b> <sup>(54)</sup>	<b>12</b>

### 4.4. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)

#### 4.4.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	<b>5</b> <sup>(55)</sup>
<b>Temps maximal alloué</b> <sup>(56)</sup>	<b>50 h 00</b>
<b>Temps minimal alloué</b>	<b>20 h 00</b>

Groupe	Répartition (en moyenne)
La République en Marche	23 %
Les Républicains	23 %
Mouvement Démocrate et apparentés	8 %
Socialistes et apparentés	11 %
UDI, Agir et Indépendants	11 %
Libertés et Territoires	5 %
France insoumise	9 %
Gauche démocrate et républicaine	9 %
Non inscrits	2 %

#### 4.4.2. Part du temps utilisé par groupe <sup>(57)</sup>

Groupe	Temps de parole utilisé (en moyenne)
La République en Marche	56 %
Les Républicains	80 %
Mouvement Démocrate et apparentés	52 %
Socialistes et apparentés	76 %
UDI, Agir et Indépendants	55 %
Libertés et Territoires	56 %
France insoumise	78 %
Gauche démocrate et républicaine	87 %
Non inscrits	100 %
<b>Moyenne du temps utilisé par les groupes</b>	<b>69 %</b>

<sup>53</sup> Voir annexe XII.

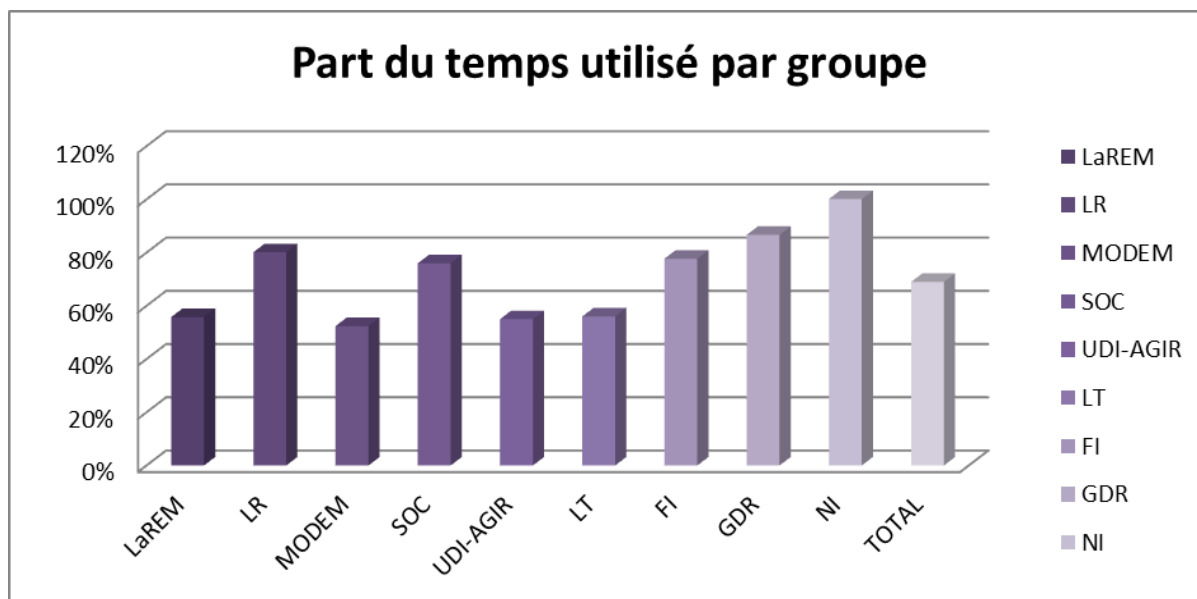
<sup>54</sup> Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

<sup>55</sup> Voir annexe XIII.

<sup>56</sup> Le groupe Les Républicains a fait usage de sa demande de droit d'allongement du temps législatif programmé à 50 heures pour la première lecture du projet de loi d'orientation des mobilités.

<sup>57</sup> Hors temps supplémentaires, temps accordés aux présidents de groupes et temps accordés aux référents.





#### 4.5. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R. et 128 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	61	34	8
Renvoi en commission	46	26	5
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	3	1	-

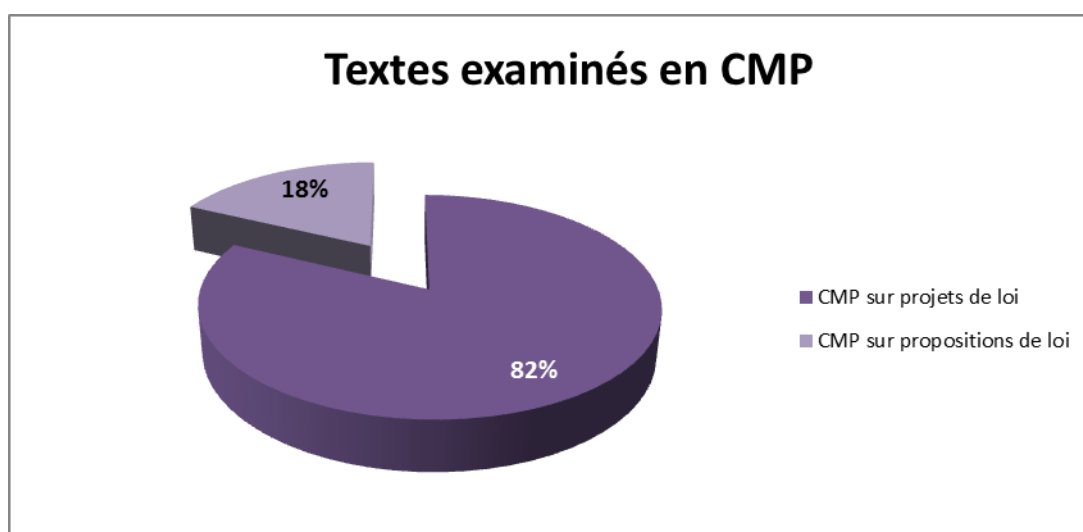
#### 4.6. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	5
• d'une commission	4
• d'un député	0

## 4.7. Commissions mixtes paritaires <sup>(58)</sup>

### 4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
<b>Après première lecture</b> <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	23	5	28
<b>Après deuxième lecture</b>	-	-	-
<b>Après lectures suivantes</b>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	23	5	28

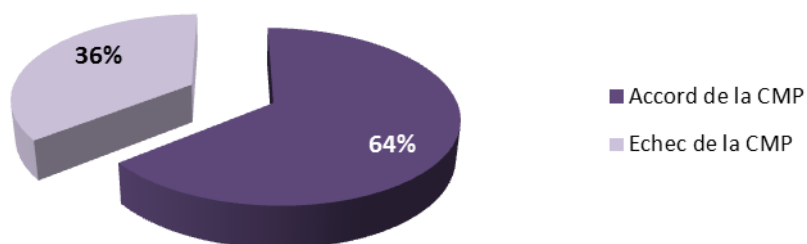


### 4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires

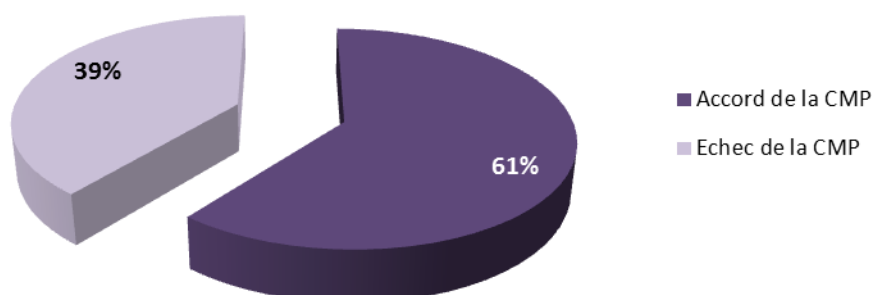
	Projets	Propositions	TOTAL
<b>Accord</b>	14	4	18
<b>Échec</b>	9	1	10
<b>TOTAL</b>	23	5	28

<sup>58</sup> Voir annexe XIV.

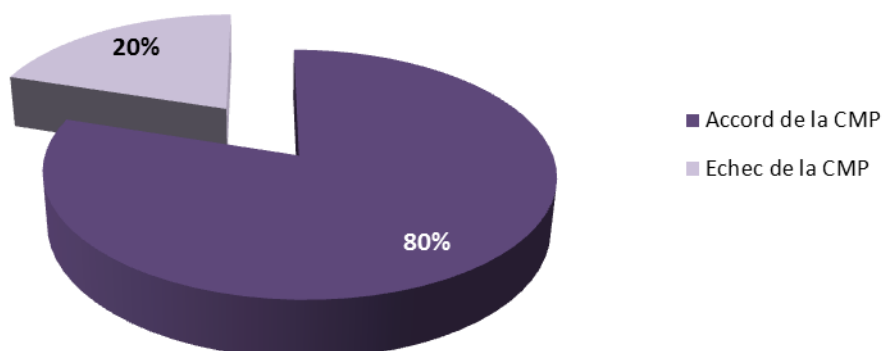
### Issue des commissions mixtes paritaires



### Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



### Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



#### 4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure <sup>(59)</sup>

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
• <i>Avec amendements</i>	6	0	6
• <i>Sans amendement</i>	7	3	10
Texte restant en instance au 30 septembre 2019	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>18</b>

#### 4.7.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

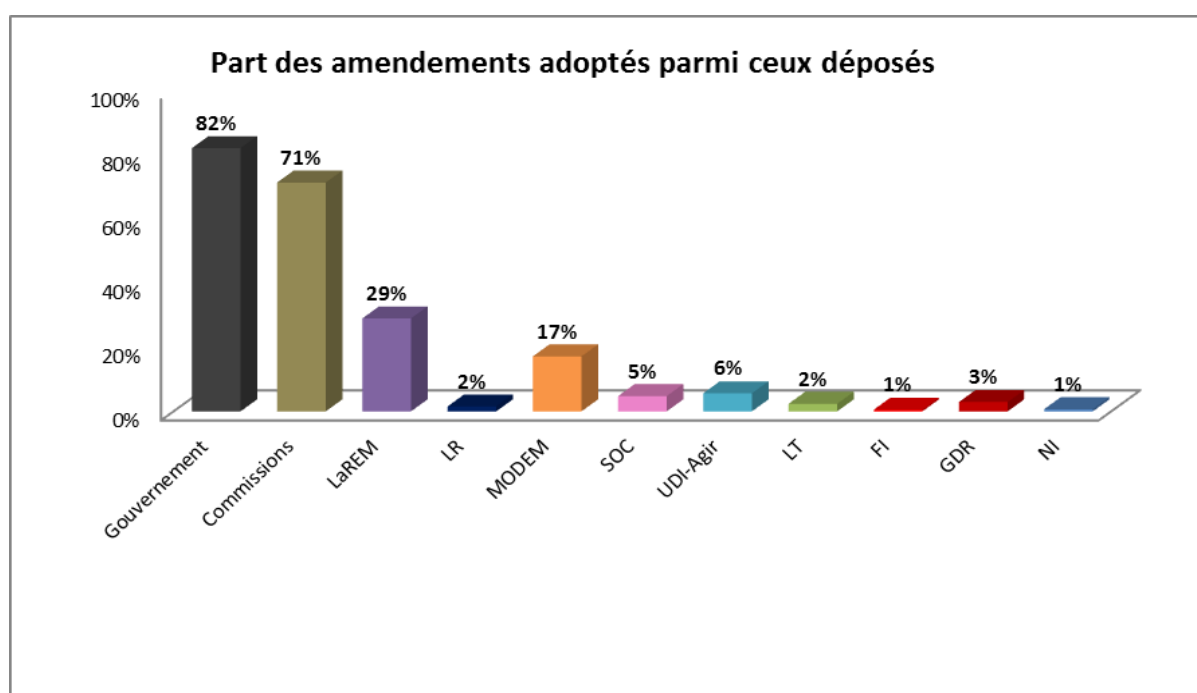
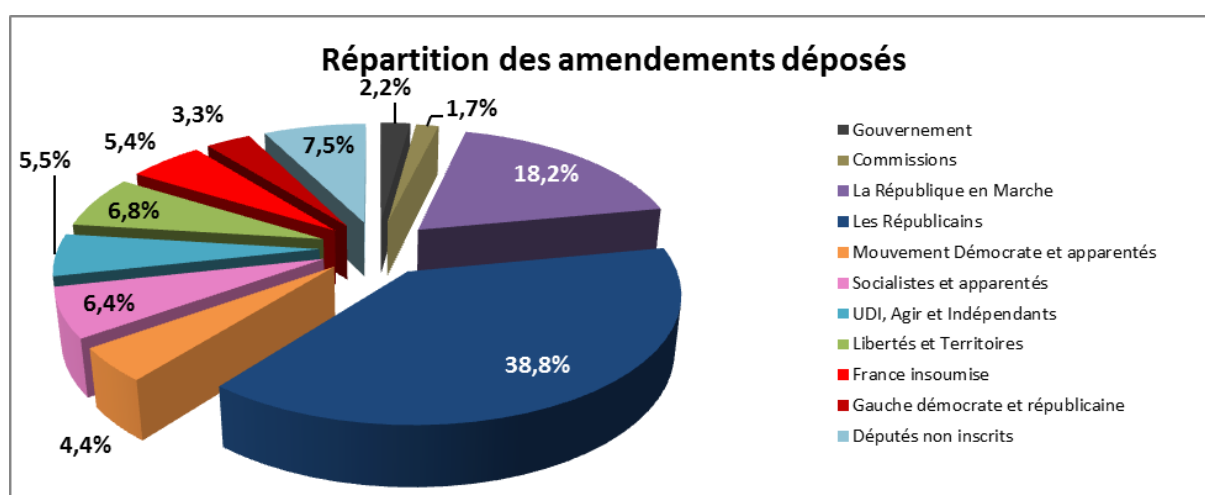
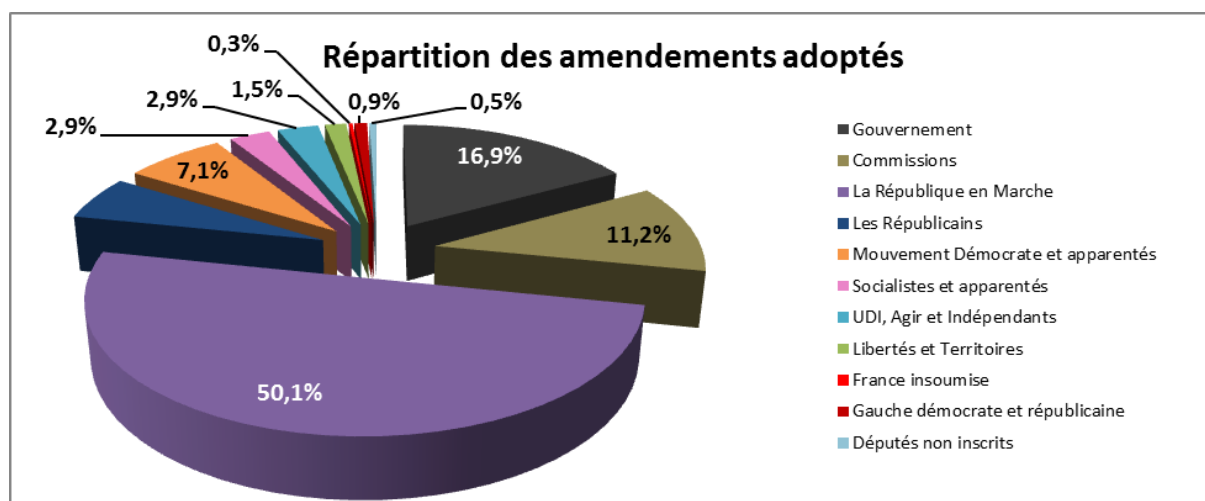
	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	2	1	<b>3</b>
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	6	0	<b>6</b>
• <i>Texte CMP</i>	0	0	<b>0</b>
Texte restant en instance au 30 septembre 2019	1	-	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>10</b>

<sup>59</sup> Les données sont arrêtées telles que disponibles au 30 septembre 2018.

## 4.8. Amendements

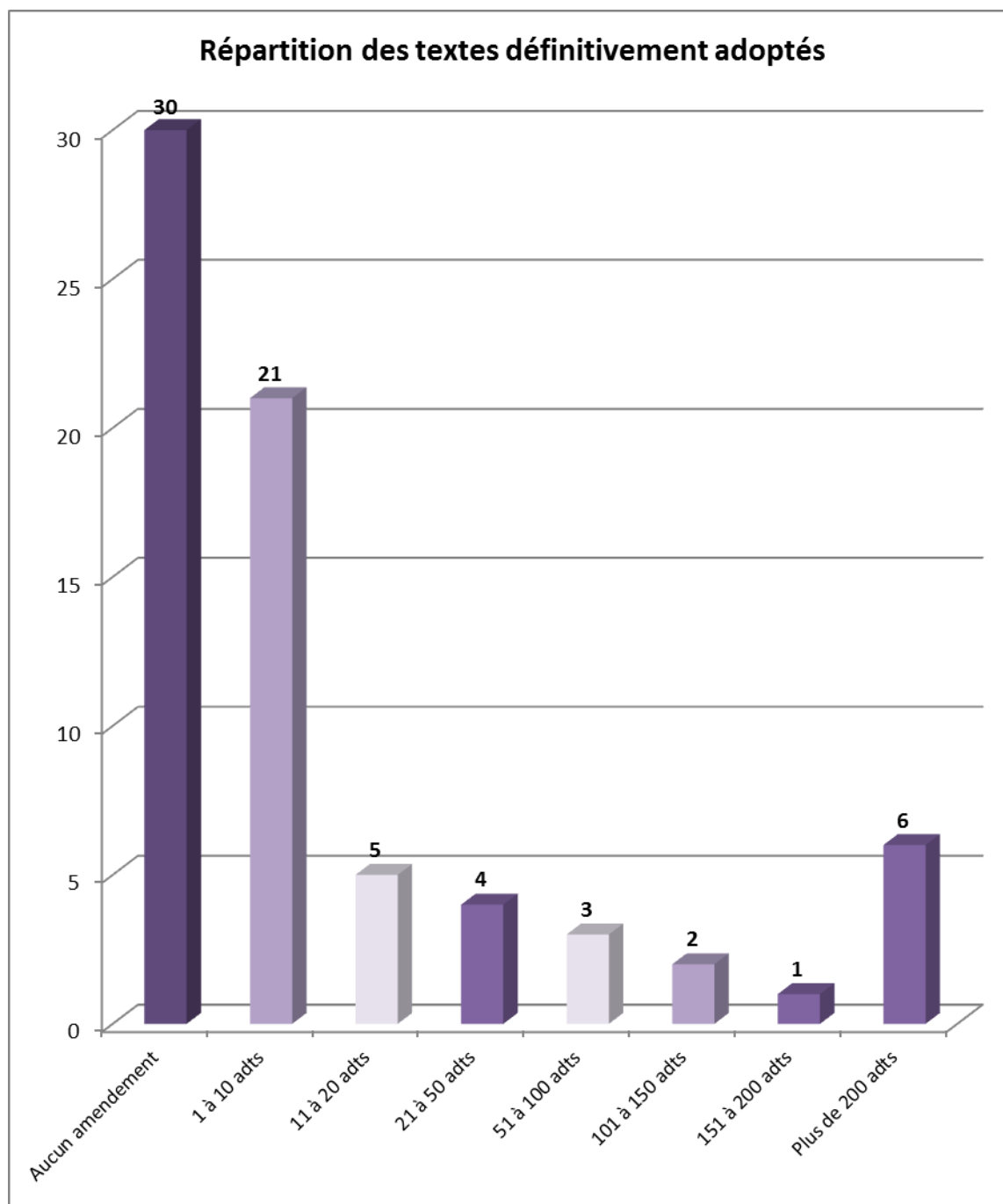
### 4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 40C	Recevables au titre de l'art. 40 C	Retirés avant discussion	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
<b>Gouvernement</b>		706		706	100	579	<b>82 %</b>
<b>Commissions</b>		540	1	539	32	385	<b>71,3 %</b>
<b>Députés (auteur ou premier signataire)</b>	La République en Marche	5 919	342	5 577	1 076	1 714	<b>29 %</b>
	Les Républicains	12 626	800	11 826	1 721	194	<b>1,5 %</b>
	Mouvement Démocrate et apparentés	1 419	87	1 332	199	243	<b>17,1 %</b>
	Socialistes et apparentés	2 086	96	1 990	196	99	<b>4,7 %</b>
	UDI, Agir et Indépendants	1 775	137	1 638	278	100	<b>5,6 %</b>
	Libertés et Territoires	2 218	203	2 015	413	52	<b>2,3 %</b>
	France insoumise	1 772	79	1 693	230	9	<b>0,5 %</b>
	Gauche démocrate et républicaine	1 067	72	995	102	31	<b>2,9 %</b>
	Non inscrits	2 437	112	2 325	301	17	<b>0,7 %</b>
<b>TOTAL</b>		<b>32 565</b>	<b>1 929</b>	<b>30 636</b>	<b>4 648</b>	<b>3 423</b>	<b>10,5 %</b>



#### 4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés ( <sup>60</sup> )	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	30 ( <sup>61</sup> )	21	5	4	3	2	1	6	72



<sup>60</sup> Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

<sup>61</sup> Dont 22 conventions internationales.

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session <sup>(62)(63)(64)</sup>

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	3	958	151	1 976	132
	Propositions	2	401	121	308	44
Affaires économiques	Projets	3	6 265	1 093	8 043	759
	Propositions	2	71	37	80	16
Affaires étrangères	Projets	22 <sup>(65)</sup>	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	2	1 887	195	2 345	172
	Propositions	7	126	49	229	41
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	1	297	92	468	56
	Propositions	1	693	130	700	50
Finances	Projets	2	426	124	482	80
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	8	2 883	707	4 482	373
	Propositions	13	353	98	613	78
Spéciales	Projets	2	3 606	727	4 374	520
	Propositions	-	-	-	-	-

<sup>62</sup> Voir aussi annexe VIII.

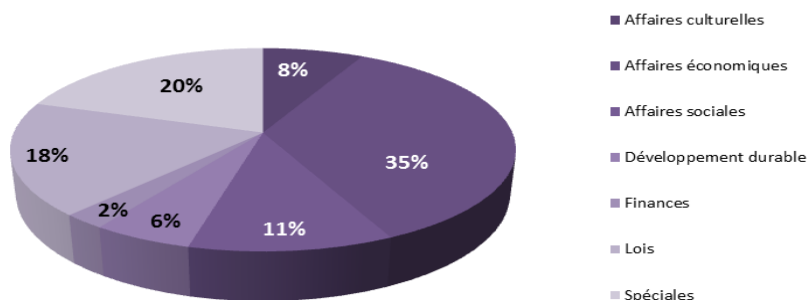
<sup>63</sup> Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

<sup>64</sup> Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

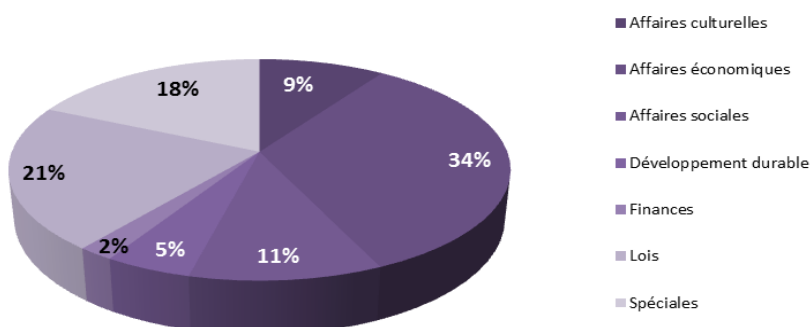
<sup>65</sup> Dont 22 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.



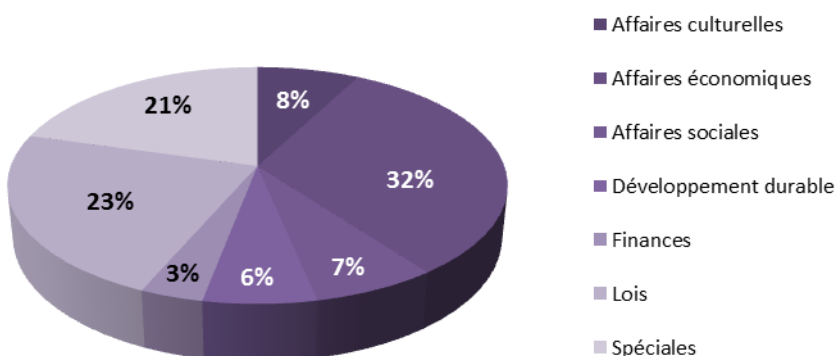
### Répartition des amendements déposés en commission



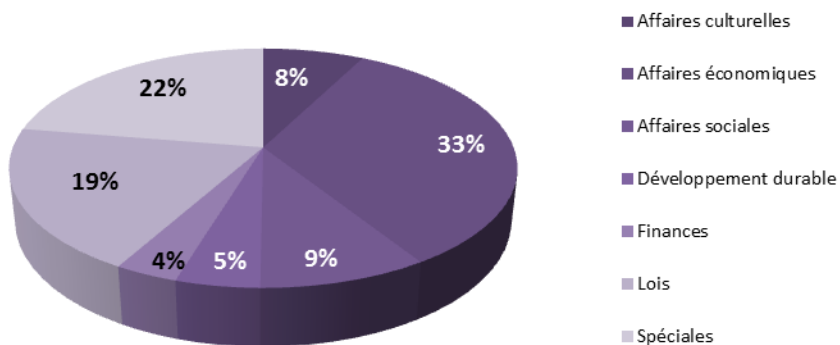
### Répartition des amendements déposés en séance



### Répartition des amendements adoptés en commission



### Répartition des amendements adoptés en séance



## 4.9. Votes bloqués

- Nombre de demandes	-
----------------------	---

## 4.10. Scrutins publics

- Solennels (décidés en Conférence des Présidents en application de l'art.65-1 du Règlement) <sup>(66)</sup>	18
- Sur la <b>prolongation d'une intervention des forces armées</b> (en application de l'article 35 de la Constitution)	-
- Sur des <b>motions de procédure</b>	60
- Sur le <b>passage à la discussion des articles</b>	-
- Sur une demande de <b>constitution de commission spéciale</b>	-
- Sur des <b>propositions de modification de l'ordre du jour</b>	-
- <b>Scrutins ordinaires sur des textes</b>	839
<b>TOTAL</b>	<b>917</b>

- <b>scrutins secrets</b>	3
• à la tribune	-
• dans les salles voisines de la salle des séances <sup>(67)</sup>	3
- <b>scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances</b> <sup>(68)</sup>	6
• à l'Assemblée nationale	6
• au Congrès du Parlement	-
- <b>vérifications du quorum</b>	2

<sup>66</sup> Voir annexe XV.

<sup>67</sup> Élection des vice-présidents de l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> octobre 2018, d'un vice-président de l'Assemblée nationale le 16 janvier 2019 et d'un juge suppléant à la Cour de justice de la République le 16 juillet 2019.

<sup>68</sup> Voir annexe XV.

### 4.11. Incidents de séance

- Rappels au règlement	364
- Faits personnels	-
- Rappels à l'ordre	4

### 4.12. Décisions du Conseil constitutionnel <sup>(69)</sup>

- Application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution	4
- Application de l'article 39 de la Constitution	-
- Application de l'article 41 de la Constitution	-
- Application de l'article 54 de la Constitution	-
- Application de l'article 59 de la Constitution	59
- Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution	8
<i>dont lois organiques</i>	5
<i>dont règlements des Assemblées</i>	3
- Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	12
- Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution	-
- Application de l'article 11 de la Constitution	1

<sup>69</sup> Voir annexe XVI.

# 5.

## DÉCLARATIONS ET DÉBATS

## 5. Déclarations et débats <sup>(70)</sup>

<b>Tenus à la demande du Gouvernement</b> <i>- dont suivis d'un vote</i>	5 2
<b>Tenus à la demande des commissions</b>	-
<b>Tenus à la demande d'un groupe politique</b>	13
<b>Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission</b>	-
<b>Tenus à la demande de la Conférence des Présidents</b>	6

<sup>70</sup> Voir annexe XVII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

# 6.

## ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

## 6. Engagements de responsabilité et censure <sup>(71)</sup>

### 6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	1
<i>sur son programme</i>	0
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	0

### 6.2. Motions de censure

En application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	1
En application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

---

<sup>71</sup> Voir annexe XVIII.

# 7.

## QUESTIONS

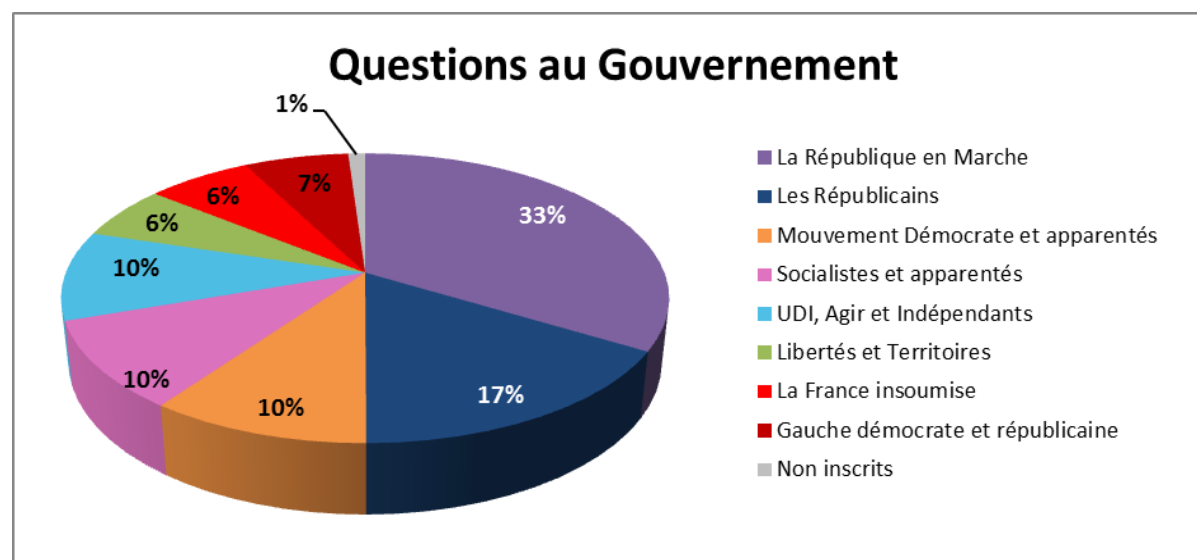


## 7. Questions (72)

### 7.1. Questions orales

#### 7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (68 séances)

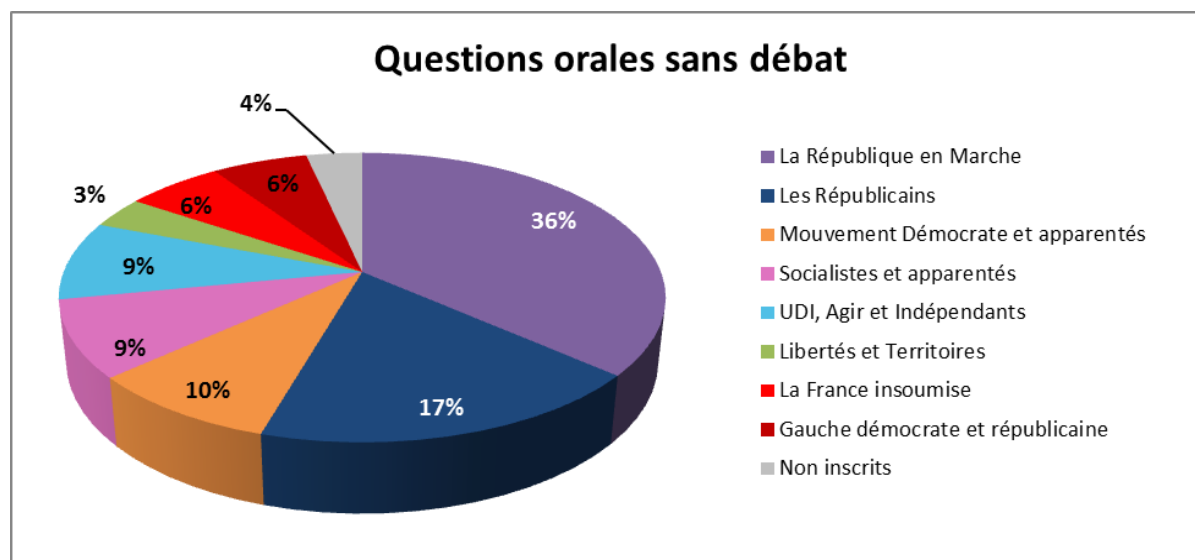
Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	346
Les Républicains	169
Mouvement Démocrate et apparentés	103
Socialistes et apparentés	101
UDI, Agir et Indépendants	103
Libertés et Territoires	62
La France insoumise	68
Gauche démocrate et républicaine	68
Non inscrits	11
<b>Total</b>	<b>1 031</b>



<sup>72</sup> Voir annexes XIX et XX.

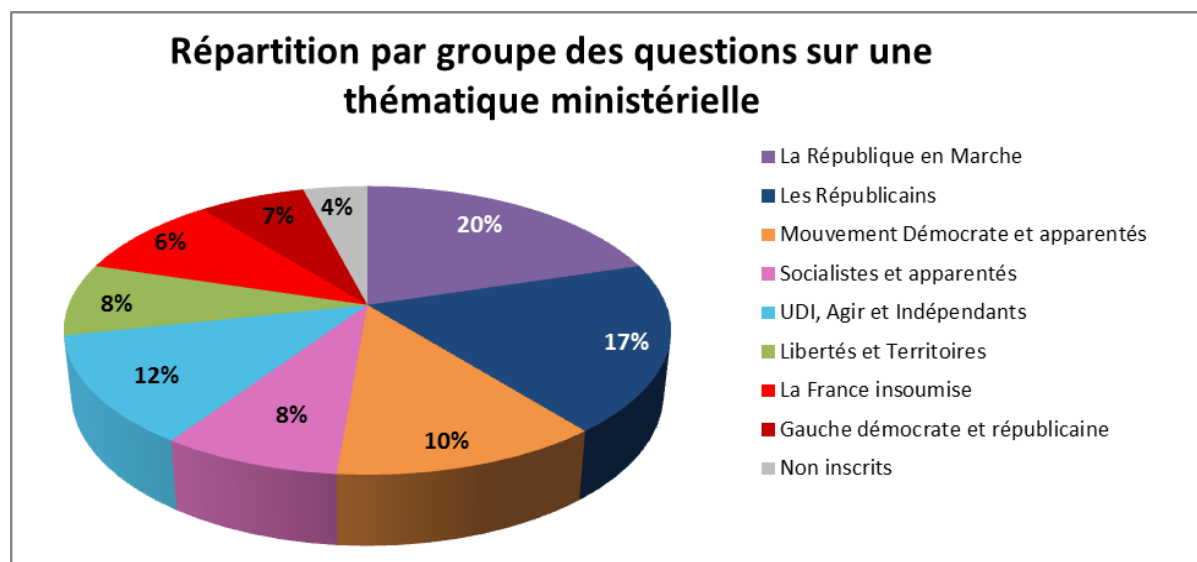
### 7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	144
Les Républicains	72
Mouvement Démocrate et apparentés	35
Socialistes et apparentés	34
UDI, Agir et Indépendants	35
Libertés et Territoires	14
La France insoumise	24
Gauche démocrate et républicaine	24
Non inscrits	14
<b>Total</b>	<b>396</b>



### 7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (6 séances)<sup>(73)</sup>

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	30
Les Républicains	28
Mouvement Démocrate et apparentés	18
Socialistes et apparentés	12
UDI, Agir et Indépendants	18
Libertés et Territoires	12
La France insoumise	14
Gauche démocrate et républicaine	10
Non inscrits	6
<b>Total</b>	<b>148</b>



<sup>73</sup> Voir annexe XIX

## 7.2. Questions écrites

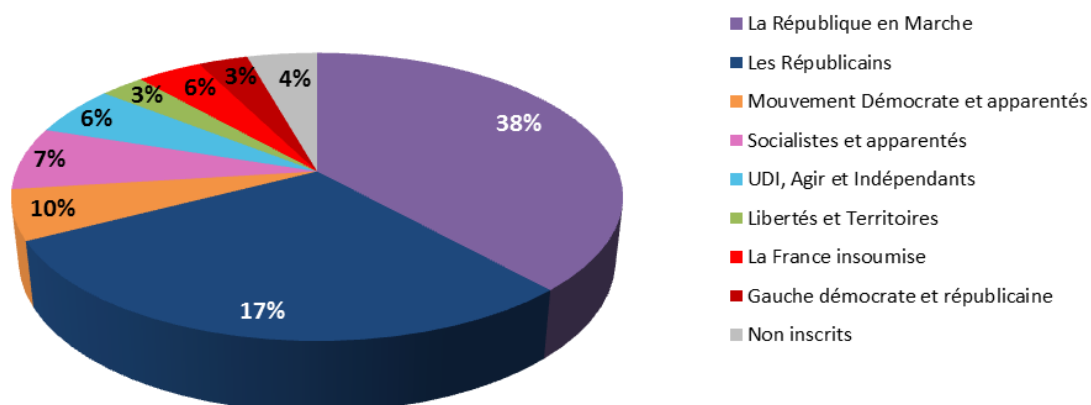
### 7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses <sup>(74)</sup>

Groupes	Nombre de questions <sup>(75)</sup>	Nombre de réponses
La République en Marche	3 977	3 565
Les Républicains	3 030	2 534
Mouvement Démocrate et apparentés	584	558
Socialistes et apparentés	732	657
UDI, Agir et Indépendants	582	516
Libertés et Territoires	287	269
La France insoumise	425	389
Gauche démocrate et républicaine	323	264
Non inscrits	456	394
<b>Total</b>	<b>10 396</b>	<b>9 146</b>

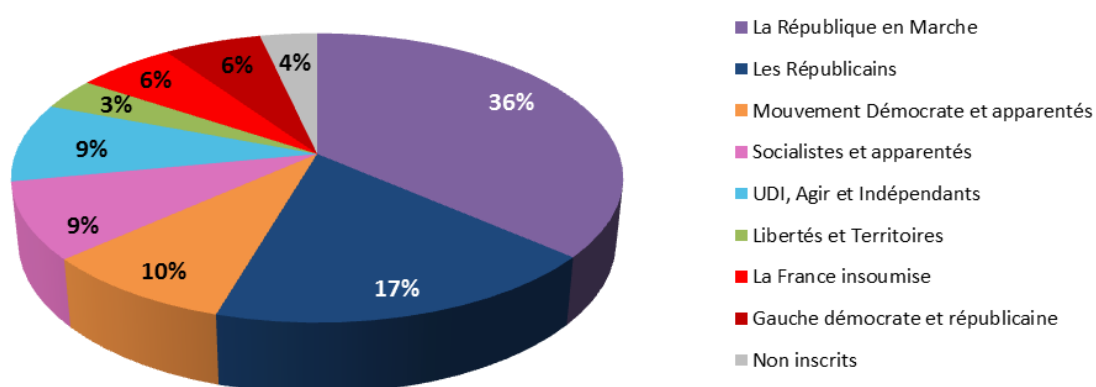
<sup>74</sup> Voir annexe XX.

<sup>75</sup> La Conférence des Présidents du mardi 24 septembre 2019 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019.

### Répartition des questions écrites par groupe



### Répartition des réponses obtenues par groupe

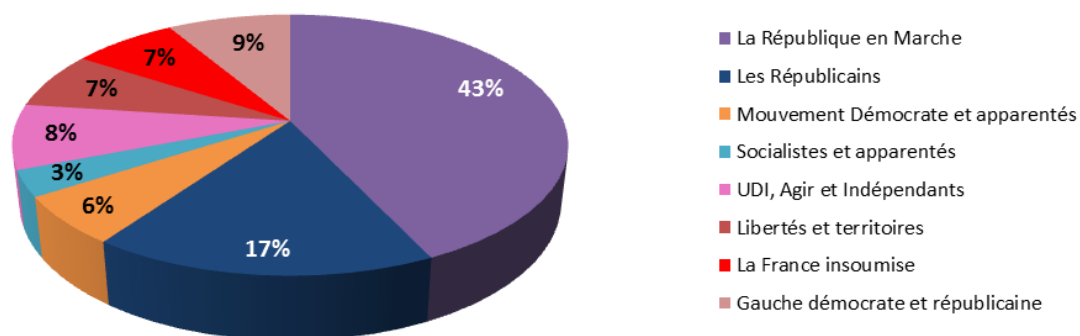


### 7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (41 semaines)

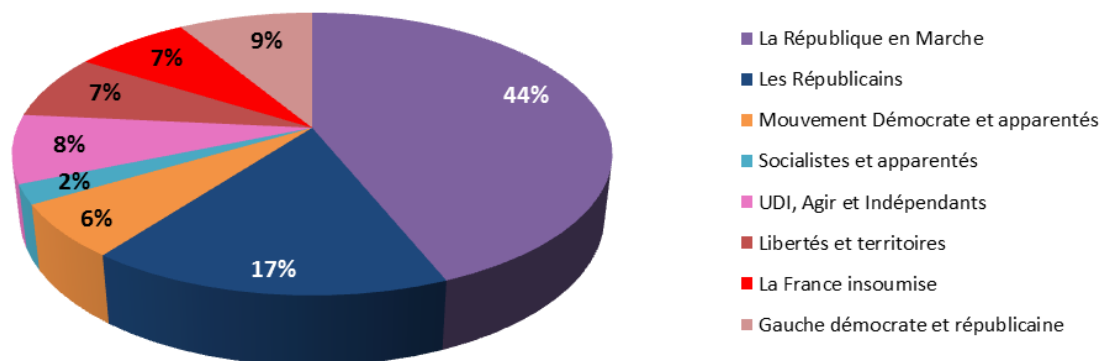
(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
La République en Marche	401	314
Les Républicains	158	118
Mouvement Démocrate et apparentés	56	44
Socialistes et apparentés	30	16
UDI, Agir et Indépendants	75	56
Libertés et territoires	66	53
La France insoumise	68	53
Gauche démocrate et républicaine	80	62
<b>Total</b>	<b>934</b>	<b>716</b>

### Répartition des questions écrites signalées par groupe



### Répartition des réponses aux questions écrites signalées par groupe



# ANNEXES



# Annexe I

## *Modifications à la composition de l'Assemblée nationale*

<b>Cause et conséquence</b>	<b>Député remplacé</b>	<b>Nouveau député</b>	<b>J.O. L.D.</b>	<b>Circonscription</b>
Élection partielle le 30 septembre 2018	M. Thierry Robert	M. Jean-Luc Poudroux	02.10.2018	La Réunion (7 <sup>e</sup> )
Démission le 3 octobre 2018	M. Manuel Valls	-	04.10.2018	Essonne (1 <sup>re</sup> )
Nomination au Gouvernement le 16 octobre 2018 et remplacement le 16 novembre 2018	M. François de Rugy	M. Mounir Belhamiti	06.10.2018	Loire-Atlantique (1 <sup>re</sup> )
Nomination au Gouvernement le 16 octobre 2018 et remplacement le 16 novembre 2018	M. Franck Riester	Mme Patricia Lemoine	18.11.2018	Seine-et-Marne (5 <sup>e</sup> )
Nomination au Gouvernement le 16 octobre 2018 et remplacement le 16 novembre 2018	M. Marc Fesneau	M. Stéphane Baudu	18.11.2018	Loir-et-Cher (1 <sup>re</sup> )
Nomination au Gouvernement le 16 octobre 2018 et remplacement le 16 novembre 2018	Mme Christelle Dubos	M. Pascal Lavergne	18.11.2018	Gironde (12 <sup>e</sup> )
Nomination au Gouvernement le 16 octobre 2018 et remplacement le 16 novembre 2018	M. Gabriel Attal	Mme Florence Provendier	18.11.2018	Hauts-de-Seine (10 <sup>e</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 16 octobre 2018	M. Grégory Galbadon	M. Stéphane Travert	18.11.2018	Manche (3 <sup>e</sup> )
Élection partielle le 24 novembre 2018	M. Manuel Valls	M. Francis Chouat	27.11.2018	Essonne (1 <sup>re</sup> )
Démission pour cause d'incompatibilité le 9 janvier 2019	M. Maurice Leroy	M. Pascal Brindeau	11.01.2019	Loir-et-Cher (3 <sup>e</sup> )
Nomination au Gouvernement le 25 janvier 2019 et remplacement le 25 février 2019	M. Adrien Taquet	Mme Bénédicte Pételle	27.02.2019	Hauts-de-Seine (2 <sup>e</sup> )

Fin des fonctions gouvernementales le 27 mars 2019	Mme Élise Fajgeles	M. Benjamin Griveaux	30.04.2019	Paris (5 <sup>e</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 27 mars 2019	Mme Delphine O	M. Mounir Mahjoubi	30.04.2019	Paris (16 <sup>e</sup> )
Nomination au Gouvernement le 31 mars 2019 et remplacement le 1er mai 2019	Mme Amélie de Montchalin	Mme Stéphanie Atger	03.05.2019	Essonne (6 <sup>e</sup> )
Cessation de mandat le 2 juillet 2019 en raison de son élection au Parlement européen	M. Gilbert Collard	_ <sup>(76)</sup>	02.07.2019	Gard (2 <sup>e</sup> )
Décès le 7 juillet 2019 et remplacement par son suppléant	Mme Patricia Gallerneau	M. Patrick Loiseau	10.07.2019	Vendée (2 <sup>e</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 16 juillet 2019	M. Mounir Belhamiti	M. François de Rugy	18.08.2019	Loire-Atlantique (1 <sup>re</sup> )

1 siège vacant au 30 septembre 2019 <sup>(76)</sup>.

<sup>76</sup> L'élection de M. Collard au Parlement européen ayant fait l'objet de deux recours au Conseil d'État, la vacance de son siège ne sera proclamée, le cas échéant, qu'après la décision juridictionnelle confirmant l'élection.

## Annexe II

### *Missions temporaires confiées par le Gouvernement*

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Jacques Savatier	Ministre de l'action et des comptes publics Secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics	Gestion des carrières des agents des collectivités territoriales	04.10.2018 04.02.2019
Mme Anne-Laure Cattelot	Ministre de l'économie et des finances	Plateformes d'accélération pour l'industrie du futur	19.10.2018 18.04.2019
Mme Frédérique Lardet	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Ministre de l'économie et des finances Ministre du travail	Emploi et formation dans le secteur du tourisme	26.10.2018 25.04.2019
M. Alain Perea	Ministre de la transition écologique et solidaire Ministre de l'agriculture	Régulation des populations de grand gibier et réduction de leurs dégâts	05.11.2018 <i>Remise du rapport en mars 2019</i>
Mme Laurence Gayte	Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports	Sécurité des passages à niveau	14.11.2018 <i>Remise du rapport en avril 2019</i>
M. Stéphane Testé	Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Protection de l'école	15.11.2018 18.02.2019
M. Guillaume Vuilletet	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales Ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Lutter efficacement contre l'habitat indigne	10.12.2018 09.06.2019

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Thierry Michels	Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargée des personnes handicapées	Participation des personnes handicapées à la décision publique et au conseil national consultatif des personnes handicapées	10.12.2018 09.06.2019
M. Mickaël Nogal	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales Ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Évolution du modèle des agences immobilières	10.12.2018 09.06.2019
Mme Valérie Gomez-Bassac	Ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes	Élaboration d'un code européen du droit des affaires	13.02.2019 08.07.2019
M. Philippe Berta	Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Attractivité des emplois et des carrières scientifiques	19.02.2019 18.08.2019
Mme Amélie de Montchalin	Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Innovation et recherche partenariale	19.02.2019 <sup>(77)</sup>
M. Cédric Villani	Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Recherche sur projet, financement compétitif et financement des laboratoires	19.02.2019 18.08.2019
M. Vincent Ledoux	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Contribution des acteurs territoriaux à la priorité africaine de la diplomatie française	25.02.2019 24.08.2019
Mme Brigitte Bourguignon	Ministre des solidarités et de la santé Secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	Accompagnement des jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance vers l'autonomie	07.03.2019 <i>Remise du rapport en août 2019</i>

<sup>77</sup> Députée nommée membre du Gouvernement le 31 mars 2019 (JO du 2 avril 2019).

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
Mme Sylvie Charrière	Ministre du travail Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Identification, orientation et suivi des jeunes soumis à l'obligation de formation	11.03.2019 10.09.2019
Mme Pascale Fontenel-Personne	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Ministre de l'économie et des finances Ministre des solidarités et de la santé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Identification des pistes pour refonder le tourisme domestique	13.03.2019 12.09.2019
Mme Charlotte Lecocq	Ministre de l'action et des comptes publics Secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics	Prévention des risques professionnels dans la fonction publique	15.03.2019 14.09.2019
M. Jean-Luc Lagleize	Ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Maîtrise du coût foncier dans les opérations de construction	04.04.2019 <i>En cours</i>
Mme Paula Forteza	Ministre des armées Ministre de l'économie et des finances Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	Les technologies quantiques	05.04.2019 <i>En cours</i>
M. Stéphane Buchou	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	Adaptation des territoires littoraux à l'évolution du trait de côte	15.04.2019 <i>En cours</i>
Mme Monique Limon	Ministre des solidarités et de la santé	Adoption	15.04.2019 <i>En cours</i>

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Daniel Labaronne	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Plan national en faveur des territoires ruraux	25.04.2019 26.07.2019
M. Mohamed Laqhila	Ministre de l'action et des comptes publics	Suivi, bilan et amélioration des mesures fiscales en matière de conformité coopérative et de sécurité juridique pour les entreprises	07.05.2019 <i>En cours</i>
M. Francis Chouat	Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Innovation et recherche partenariale	15.05.2019 18.08.2019
Mme Carole Grandjean	Ministre des solidarités et de la santé Ministre de l'action et des comptes publics	Fraude sociale	28.05.2019 <i>En cours</i>
M. Guillaume Kasbarian	Ministre de l'économie et des finances Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	Accélération des procédures obligatoires préalables à une implantation industrielle	03.06.2019 23.09.2019
Mme Audrey Dufeu Schubert	Ministre des solidarités et de la santé	Place et image des aînés dans notre société	18.06.2019 <i>En cours</i>
M. Jean-René Cazeneuve	Ministre de l'action et des comptes publics Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales Ministre des outre-mer	Finances des collectivités locales en outre-mer	19.06.2019 <i>En cours</i>
M. Thomas Mesnier	Ministre des solidarités et de la santé	Évolution des services d'urgence	19.06.2019 <i>En cours</i>
M. Jean-Luc Warsmann	Ministre de la justice Ministre de l'action et des comptes publics Ministre de l'intérieur	Bilan de l'effectivité du système de détection, d'identification, de saisie et confiscation des avoirs criminels	19.06.2019 <i>En cours</i>

<b>Député concerné</b>	<b>Ministre concerné</b>	<b>Objet</b>	<b>Date début de mission Date de fin de mission</b>
M. Laurent Saint-Martin	Ministre de la justice Ministre de l'action et des comptes publics Ministre de l'intérieur	Bilan de l'effectivité du système de détection, d'identification, de saisie et confiscation des avoirs criminels	19.06.2019 <i>En cours</i>
Mme Naïma Moutchou	Ministre de la justice Ministre de l'éducation nationale	Évolution du cadre de la philanthropie	12.07.2019 <i>En cours</i>
Mme Sarah El Haïry	Ministre de la justice Ministre de l'éducation nationale	Évolution du cadre de la philanthropie	12.07.2019 <i>En cours</i>
Mme Aurore Bergé	Ministre de la culture	Émancipation et inclusion culturelles	26.08.2019 <i>En cours</i>

## Annexe III <sup>(78)</sup>

### *Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)*

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les outils publics encourageant l'investissement privé dans la transition écologique	9	16 h 25	-	76	N° 1626 30 janvier 2019

### *Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)*

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La politique d'achat des hôpitaux	13	21 h 40	-	46	<i>En cours</i>
La chirurgie ambulatoire	17	21 h 05	-	57	<i>En cours</i>
Le dossier médical partagé et les données numériques de santé	16	20 h35	-	43	<i>En cours</i>

<sup>78</sup> Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.



## *Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes*

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les usages des bloc-chânes (blockchains) et autres technologies de certification de registres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires économiques</li> <li>- Affaires étrangères</li> <li>- Finances</li> <li>- Lois</li> </ul>	8 février 2018	31	35 h 10	-	106	N° 1501 12 décembre 2018
Le foncier agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires économiques</li> <li>- Finances</li> <li>- Développement durable</li> </ul>	8 février 2018	42	55 h 25	-	197	N° 1460 5 décembre 2018
Le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires économiques</li> <li>- Affaires sociales</li> <li>- Développement durable</li> </ul>	27 septembre 2018	23	27 h 50	3	44	<i>En cours</i>
Le bilan de la lutte contre les montages transfrontaliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires étrangères</li> <li>- Finances</li> </ul>	23 janvier 2019	11	16 h 00	-	20	N° 2252 25 septembre 2019
Les perturbateurs endocriniens présents dans les contenants en plastique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires sociales</li> <li>- Développement durable</li> </ul>	5 février 2019	41	58 h 05	-	129	<i>En cours</i>
Les coûts économiques, sociaux et budgétaires des blocages, violences et dégradations commis en marge du mouvement des « gilets jaunes »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires économiques</li> <li>- Finances</li> </ul>	9 mai 2019	9	12 h 00	-	123	N° 2167 17 juillet 2019
Le régime des interdictions de stade et le supportérisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affaires culturelles</li> <li>- Lois</li> </ul>	19 juin 2019	12	11 h 55	-	28	<i>En cours</i>

## *Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement*

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nom bre	Durée	Membres du Gouverne-ment	Autres	
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	01/08/2017	03/10/2017	19	17 h 20	1	17	<i>En cours</i>
Gestion des événements climatiques majeurs	14/11/2017	24/11/2017	43	53 h 20	-	78	N° 1399 14 novembre 2018
Suivi des négociations liées au Brexit et l'avenir des relations de l'Union européenne et de la France avec le Royaume-Uni	21/11/2017	21/12/2017	10	20 h 30	2	38	- <sup>(79)</sup>
Révision de la loi relative à la bioéthique	12/06/2018	11/07/2018	65	88 h	-	147	N° 1572 15 janvier 2019
Freins à la transition énergétique	19/06/2018	18/07/2018	50	62 h 50	2	234	N° 2068 25 juin 2019
Aide sociale à l'enfance	05/03/2019	04/04/2019	35	50 h 25	1	142	N ° 2110 3 juillet 2019
Adaptation de la politique familiale française aux défis de la société du XXI <sup>e</sup> siècle	25/06/2019	17/07/2019	6	6 h 05	-	6	<i>En cours</i>

<sup>79</sup> La mission d'information a interrompu ses travaux suite à la création le 8 novembre 2018 de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

## Annexe IV

### *Demandes de consultation des commissions sur des nominations*

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
26/09/2018	Président de l'Autorité de sûreté nucléaire	M. Bernard Doroszczuk	Affaires économiques	Favorable (20 pour, 0 contre) JO du 11/10/2018	13.11.2018 JO du 14.11.2018
13/11/2018	Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale	M. Gilles Bloch	Affaires culturelles	Favorable (29 pour, 0 contre) JO du 23/11/2018	26.11.2018 JO du 27.11.2018
14/12/2018	Président du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Jean-François Delfraissy	Affaires sociales	Favorable (10 voix pour, 1 contre) JO 17.01.2019	21.01.2019 JO du 22.01.2019
13/12/2018	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président du Sénat)	Mme Sandrine Clavel	Lois	Favorable (26 voix pour, 18 contre) JO 18.01.2019	JO 23.01.2019
13/12/2018	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président du Sénat)	M. Yves Saint-Geours	Lois	Favorable (45 voix pour, 1 contre) JO 18.01.2019	JO 23.01.2019
26/12/2019	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	Mme Hélène Pauliat	Lois	Favorable (26 pour, 1 contre) 16.01.2019	16.01.2019 JO du 17.01.2019
18/01/2019	Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel	M. Roch-Olivier Maistre	Culture	Favorable (37 pour, 1 contre) JO 31.01.2019	02.02.2019 JO du 03.02.2019
18/01/2019	Présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés	Mme Marie-Laure Denis	Lois	Favorable (35 pour, 2 contre) JO 31.01.2019	31.01.2019 JO du 01.02.2019
25/01/2019	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	M. Georges Bergougous	Lois	Favorable (24 pour, 1 contre) 05.02.2019	05.02.2019 JO du 06.02.2019
14/02/2019	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	M. Alain Juppé	Lois	Favorable (21 pour, 4 contre) JO 22.02.2019	21.02.2019 JO du 23.02.2019
13/02/2019	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de la République)	M. Jacques Mézard	Lois	Favorable (13 pour, 1 contre) JO du 22.02.2019	21.02.2019 JO du 23.02.2019
11/03/2019	Directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	M. Julien Boucher	Lois	Favorable (15 pour, 0 contre) JO du 05.04.2019	10.04.2019 JO du 11.04.2019
09/04/2019	Président-directeur général d'Électricité de France	M. Jean-Bernard Lévy	Affaires économiques	Favorable (20 pour, 2 contre) JO du 03.05.2019	22.05.2019 JO du 23.05.2019

13/05/2019	Directeur général de l'Agence française de développement	M. Rémy Rioux	Affaires étrangères	Favorable (41 pour, 1 contre) JO du 23.05.2019	29.05.2019 JO du 30.05.2019
30/04/2019	Président-directeur général de la société Aéroports de Paris	M. Augustin de Romanet de Beaune	Développement durable	Favorable (27 pour, 0 contre) JO du 23.05.2019	29.05.2019 JO du 30.05.2019
19/06/2019	Président-directeur général de La Française des jeux	Mme Stéphane Pallez	Finances	Favorable (13 pour, 0 contre) JO du 04.07.2019	09.09.2019 JO du 11.09.2019
24/06/2019	Président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voie navigables de France	M. Laurent Hénart	Développement durable	Favorable (23 pour, 0 contre) JO du 11.07.2019	17.07.2019 JO du 18.07.2019
25/06/2019	Présidente-directrice générale de la Régie autonome des transports parisiens	Mme Catherine Guillouard	Développement durable	Favorable (34 pour, 1 contre) JO du 11.07.2019	19.07.2019 JO du 20.07.2019
22/07/2019	Présidente-directrice générale de Météo-France	Mme Virginie Schwarz	Développement durable	Favorable (33 pour, 1 contre) JO du 12.09.2019	18.09.2019 JO du 19.09.2019

## Annexe V

### *Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution* <sup>(80)</sup>

#### Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
sur le respect de l'État de droit au sein de l'Union européenne	n° 1341 24.10.2018	Lois	27.11.2018
relative aux corridors maritimes	-	Dév. Durable	31.01.2019
relative au socle européen des droits sociaux	-	Aff. Soc.	15.05.2019
relative aux négociations en vue de deux accords de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande, d'autre part	n° 1946 15.05.2019	Aff. étrang.	31.05.2019
relative à l'action des autorités françaises en faveur de l'attractivité de Strasbourg, siège européen	n° 2061 19.06.2019	Aff. étrang.	06.07.2019

<sup>80</sup> Le choix a été fait d'indiquer les seules propositions de résolution déposées pendant la période couverte par ce recueil.

## Annexe VI

### *Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)*

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France	FI	11/12/2018	23/01/2019	N° 2006 06/06/2019 M. Adrien Morenas (LaREM)
sur la situation, les missions et les moyens des forces de sécurité, qu'il s'agisse de la police nationale, de la gendarmerie ou de la police municipale	UDI-Agir	05/02/2019	19/02/2019	N° 2011 03/07/2019 M. Christophe Naegelen (UDI-Agir)
sur l'impact économique, industriel et environnemental des énergies renouvelables, sur la transparence des financements et sur l'acceptabilité sociale des politiques de transition énergétique	LR	19/02/2019	07/03/2019	N° 2195 25/07/2019 Mme Marjolaine Meynier-Millefert (LaREM)
sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République, quatorze ans après la loi du 11 février 2005	GDR	05/03/2019	12/03/2019	N° 2178 18/07/2019 M. Sébastien Jumel (GDR)
sur la situation et les pratiques de la grande distribution et de ses groupements dans leurs relations commerciales avec les fournisseurs	REM	26/03/2019	09/04/2019	N°2268 25/09/2019 M. Grégory Besson-Moreau (LaREM)
sur l'impact économique, sanitaire et environnemental de l'utilisation du Chlordécone et du Paraquat comme insecticides agricoles dans les territoires de Guadeloupe et de Martinique, sur les responsabilités publiques et privées dans la prolongation de leur autorisation et évaluant la nécessité et les modalités d'une indemnisation des préjudices des victimes et de ces territoires	SOC	04/06/2019	18/06/2019	-

*Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019)*

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France	32	39 h 50	4	39
sur la situation, les missions et les moyens des forces de sécurité, qu'il s'agisse de la police nationale, de la gendarmerie ou de la police municipale	33	42 h 50	1	109
sur l'impact économique, industriel et environnemental des énergies renouvelables, sur la transparence des financements et sur l'acceptabilité sociale des politiques de transition énergétique	78	103 h 50	-	196
sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République, quatorze ans après la loi du 11 février 2005	45	45 h 25	3	132
sur la situation et les pratiques de la grande distribution et de ses groupements dans leurs relations commerciales avec les fournisseurs	81	126 h 40	2	100
sur l'impact économique, sanitaire et environnemental de l'utilisation du Chlordécone et du Paraquat comme insecticides agricoles dans les territoires de Guadeloupe et de Martinique, sur les responsabilités publiques et privées dans la prolongation de leur autorisation et évaluant la nécessité et les modalités d'une indemnisation des préjudices des victimes et de ces territoires	26	36 h 15	-	59

## Annexe VII

### *Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées*

1. Proposition de loi (n° 1229) d'orientation pour l'avenir de la santé  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 11 octobre 2018) ;
2. Proposition de loi (n° 1230) relative à l'inclusion des élèves en situation de handicap  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 11 octobre 2018) ;
3. Proposition de loi (n° 652) de défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 11 octobre 2018) ;
4. Proposition de loi (n° 1541) d'expérimentation territoriale visant à instaurer un revenu de base  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 31 janvier 2019) ;
5. Proposition de loi (n° 1609) visant la justice fiscale par le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 7 mars 2019) ;
6. Proposition de loi (n° 1610) visant à augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance et les salaires en accompagnant les très petites entreprises et les petites et moyennes entreprises  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 7 mars 2019) ;
7. Proposition de loi (n° 805) portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 7 mars 2019) ;
8. Proposition de loi constitutionnelle (n° 101) visant à lutter contre la sur-réglementation  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 4 avril 2019) ;
9. Proposition de loi (n° 1721) visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 20 juin 2019) ;
10. Proposition de loi (n° 1933) d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 20 juin 2019) ;
11. Proposition de loi (n° 1907) relative à la programmation du rattrapage et au développement durable de Mayotte  
(3<sup>e</sup> séance du jeudi 20 juin 2019) ;

### *Propositions de loi du Sénat rejetées*

*Aucune proposition de loi du Sénat n'a fait l'objet d'un rejet à l'Assemblée nationale sur la période.*



## *Propositions de loi de l'Assemblée nationale renvoyées en commission*

1. Proposition de loi constitutionnelle (n° 1558) visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 21 février 2019) ;
2. Proposition de loi (n° 1560) demandant l'interdiction du glyphosate  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 21 février 2019) ;
3. Proposition de loi (n° 788) visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale  
(3<sup>e</sup> séance du jeudi 7 mars 2019) ;
4. Proposition de loi (n° 1721) visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 4 avril 2019) <sup>(81)</sup>;
5. Proposition de loi (n° 1649 rect.) visant à soutenir le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours et à valoriser la profession de sapeur-pompier professionnel et volontaire  
(2<sup>e</sup> séance du jeudi 4 avril 2019).

---

<sup>81</sup> Suite à son renvoi en commission la proposition de loi n° 1721 a fait l'objet d'un rapport supplémentaire (n° 2026 du 12 juin 2019) et a été rejetée lors de la 2<sup>e</sup> séance du jeudi 20 juin 2019.

# Annexe VIII

## Liste chronologique des lois promulguées <sup>(82)</sup>

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés <sup>(83)</sup>
10/10/2018	Loi n° 2018-869 du 9 octobre 2018 autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou	Projet	0
10/10/2018	Loi n° 2018-870 du 9 octobre 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Equateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	Projet	0
10/10/2018	Loi n° 2018-871 du 9 octobre 2018 autorisant la ratification de l'accord instituant la Fondation internationale UE-ALC	Projet	0
17/10/2018	Loi n° 2018-888 du 16 octobre 2018 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	Projet	0
17/10/2018	Loi n° 2018-889 du 16 octobre 2018 autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001	Projet	0
18/10/2018	Loi n° 2018-892 du 17 octobre 2018 relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes	Proposition	1
24/10/2018	Loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude	Projet	72
01/11/2018	Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous *	Projet	279
08/11/2018	Loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites	Proposition	3

<sup>82</sup> Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

<sup>83</sup> Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

20/11/2018	Loi n° 2018-1001 du 19 novembre 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes	Projet	0
24/11/2018	Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique *	Projet	361
04/12/2018	Loi n° 2018-1068 du 3 décembre 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels	Projet	0
11/12/2018	Loi n° 2018-1104 du 10 décembre 2018 de finances rectificative pour 2018 *	Projet	0
23/12/2018	Loi organique n° 2018-1201 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information *	Proposition	9
23/12/2018	Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information *	Proposition	39
23/12/2018	Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 *	Projet	305
26/12/2018	Loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales	Projet	4
26/12/2018	Loi n° 2018-1214 du 24 décembre 2018 relative à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger	Proposition	0
28/12/2018	Loi n° 2018-1244 du 27 décembre 2018 visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer	Proposition	23
28/12/2018	Loi n° 2018-1245 du 27 décembre 2018 visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne	Proposition	0
30/12/2018	Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 *	Projet	913
20/01/2019	Loi n° 2019-30 du 19 janvier 2019 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	Projet	2
06/02/2019	Loi n° 2019-72 du 5 février 2019 visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie	Proposition	3
14/02/2019	Loi n° 2019-89 du 13 février 2019 autorisant la ratification de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part	Projet	0
14/02/2019	Loi n° 2019-90 du 13 février 2019 autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part	Projet	0
26/02/2019	Loi n° 2019-127 du 25 février 2019 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles	Projet	0

26/02/2019	Loi n° 2019-128 du 25 février 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens	Projet	0
26/02/2019	Loi n° 2019-129 du 25 février 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	Projet	0
26/02/2019	Loi n° 2019-130 du 25 février 2019 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	Projet	0
26/02/2019	Loi n° 2019-131 du 25 février 2019 autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976	Projet	0
05/03/2019	Loi n° 2019-161 du 1er mars 2019 relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte	Proposition	1
10/03/2019	Loi n° 2019-180 du 8 mars 2019 visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli	Proposition	15
25/03/2019	Loi organique n° 2019-221 du 23 mars 2019 relative au renforcement de l'organisation des juridictions *	Projet	5
25/03/2019	Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice *	Projet	247
09/04/2019	Loi n° 2019-282 du 8 avril 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	Projet	0

09/04/2019	Loi n° 2019-283 du 8 avril 2019 autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture	Projet	0
09/04/2019	Loi n° 2019-284 du 8 avril 2019 autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F)	Projet	0
09/04/2019	Loi n° 2019-285 du 8 avril 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles	Projet	0
09/04/2019	Loi n° 2019-286 du 8 avril 2019 relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours	Proposition	0
11/04/2019	Loi n° 2019-290 du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations *	Proposition	12
18/05/2019	Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales	Proposition	0
21/05/2019	Loi n° 2019-469 du 20 mai 2019 pour la protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale	Proposition	7
23/05/2019	Loi n° 2019-485 du 22 mai 2019 visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants	Proposition	7
23/05/2019	Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises *	Projet	518
23/05/2019	Loi n° 2019-487 du 22 mai 2019 relative à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections 2019	Projet	1
04/06/2019	Loi n° 2019-550 du 3 juin 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité européenne des marchés financiers relatif au siège de l'Autorité et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	Projet	0
04/06/2019	Loi n° 2019-551 du 3 juin 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre	Projet	0
02/07/2019	Loi n° 2019-686 du 1er juillet 2019 autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et la Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière	Projet	0

06/07/2019	Loi organique n° 2019-706 du 5 juillet 2019 portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française *	Projet	1
06/07/2019	Loi n° 2019-707 du 5 juillet 2019 portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française *	Projet	2
11/07/2019	Loi n° 2019-721 du 10 juillet 2019 relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires	Proposition	3
13/07/2019	Loi n° 2019-729 du 12 juillet 2019 autorisant la ratification du protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques	Projet	0
16/07/2019	Loi n° 2019-733 du 14 juillet 2019 relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé	Proposition	15
20/07/2019	Loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés	Proposition	17
23/07/2019	Loi n° 2019-753 du 22 juillet 2019 portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires	Proposition	50
25/07/2019	Loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés	Projet	8
26/07/2019	Loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement	Projet	56
26/07/2019	Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé	Projet	168
26/07/2019	Loi n° 2019-775 du 24 juillet 2019 tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse	Proposition	5
26/07/2019	Loi n° 2019-776 du 24 juillet 2019 visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales	Proposition	0
27/07/2019	Loi n° 2019-786 du 26 juillet 2019 relative à la Polynésie française	Proposition	0
28/07/2019	Loi organique n° 2019-789 du 26 juillet 2019 modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution *	Projet	0
28/07/2019	Loi organique n° 2019-790 du 26 juillet 2019 relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires *	Proposition	1
28/07/2019	Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance *	Projet	88
30/07/2019	Loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet	Projet	34
02/08/2019	Loi n° 2019-809 du 1er août 2019 visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires	Proposition	9

02/08/2019	Loi n° 2019-810 du 1er août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	Proposition	9
02/08/2019	Loi n° 2019-811 du 1er août 2019 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018	Projet	2
02/08/2019	Loi n° 2019-812 du 1er août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	Projet	10
03/08/2019	Loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Projet	14
07/08/2019	Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique *	Projet	103
27/09/2019	Loi n° 2019-983 du 26 septembre 2019 autorisant l'adhésion de la France à la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, et dans les Terres australes et antarctiques françaises	Projet	0
27/09/2019	Loi n° 2019-984 du 26 septembre 2019 autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part	Projet	0



## Annexe IX <sup>(84)</sup>

### *Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)*

#### **Projets :**

- projet de loi pour une école de la confiance (lecture CMP) ;
- projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (nouvelle lecture) ;
- projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (lecture CMP) ;
- projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti (première lecture) ;
- projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (lecture CMP) ;
- projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (lecture CMP) ;
- projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (lecture CMP) ;
- projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (lecture définitive) ;
- projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (première lecture) ;
- projet de loi de transformation de la fonction publique (lecture CMP) ;
- projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (première lecture) ;
- projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 (lecture définitive) ;
- projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (lecture CMP) ;
- projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (lecture CMP) ;
- projet de loi d'orientation des mobilités (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à l'énergie et au climat (lecture CMP) ;

<sup>84</sup> Les votes solennels ne sont pas pris en compte.



- projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse portant modification de l'annexe 1 à la convention du 13 septembre 1965 relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Angola relatif aux services aériens (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif aux services aériens et de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la bioéthique (première lecture).

### **Propositions :**

- proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (première lecture) ;
- proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (lecture définitive) ;
- proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (lecture CMP) ;
- proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la Polynésie française (première lecture) ;
- proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales (première lecture) ;
- proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (lecture CMP) ;
- proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse (deuxième lecture) ;
- proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral (première lecture) ;
- proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique (lecture CMP).

## *Textes examinés en application de l'article 48 C.*

### *Semaines du Gouvernement (art. 48, al. 2 et 3C) :*

#### **Projets :**

- projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (lecture définitive) ;
- projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (première lecture) ;
- projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (lecture CMP) ;
- projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (lecture CMP) ;
- projet de loi de finances pour 2019 (première lecture) ;
- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (première lecture) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2018 (première lecture) ;
- projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (première lecture) ;
- projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels (première lecture) ;
- projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (première lecture) ;
- projet de loi de finances pour 2019 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 (première lecture) ;
- projet de loi de finances pour 2019 (lecture définitive) ;
- projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales (première lecture) ;
- projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (nouvelle lecture) ;
- projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture) ;
- projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (lecture CMP) ;
- projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (première lecture) ;
- projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles (première lecture) ;
- projet de loi pour une école de la confiance (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, de l'accord entre

le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (première lecture) ;

- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (première lecture) ;
- projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (lecture définitive) ;
- projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (première lecture) ;
- projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (première lecture) ;
- projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 (première lecture) ;
- projet de loi de transformation de la fonction publique (première lecture) ;
- projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (lecture CMP) ;
- projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française (lecture CMP) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité européenne des marchés financiers relatif au siège de l'Autorité et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière (première lecture) ;
- projet de loi d'orientation des mobilités (première lecture) ;
- projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (première lecture) ;
- projet de loi relatif à l'énergie et au climat (première lecture).

### **Propositions :**

- proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture) ;
- proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture) ;
- proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (lecture définitive) ;
- proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (lecture définitive) ;
- proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer (deuxième lecture) ;
- proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger (première lecture) ;
- proposition de résolution relative à la coopération parlementaire franco-allemande (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (première lecture) ;
- proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (première lecture) ;
- proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles (première lecture) ;
- proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (nouvelle lecture) ;
- proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale ;
- proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance de l'Assemblée nationale pour les actes d'héroïsme et les actions militaires des membres des forces armées alliées ayant pris part au débarquement en Normandie, en France, le 6 juin 1944 (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (lecture CMP).

## *Semaines de l'Assemblée (art. 48, al. 3 C) :*

### **Projets :**

- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (lecture définitive) ;
- projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (première lecture) ;
- projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (lecture définitive) ;
- projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (lecture définitive) ;
- projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F) (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (première lecture) ;
- projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (première lecture).

### **Propositions :**

- proposition de loi relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte (première lecture) ;
- proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations (première lecture) ;
- proposition de résolution sur l'agenda commercial européen et l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent (première lecture) ;
- proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation et les pratiques de la grande distribution et de ses groupements dans leurs relations commerciales avec les fournisseurs ;
- proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (première lecture) ;
- proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations (première lecture) ;
- proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé (première lecture) ;
- proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique (première lecture) ;
- proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie (première lecture) ;

- proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale.

### *Semaines de contrôle (art. 48, al. 4 C) :*

#### **Projets :**

*Par priorité à la demande du Gouvernement*

- projet de loi de finances rectificative pour 2018 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2018 (lecture définitive) ;
- projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 (première lecture).

#### **Propositions :**

- proposition de résolution invitant le Gouvernement à poursuivre et amplifier son effort en faveur d'une politique ambitieuse d'engagement citoyen (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour remettre l'intérêt général au cœur de la fonction publique (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution tendant à faire de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales la grande priorité nationale 2020 (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution relative à la couverture numérique du territoire (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution visant à rationaliser les agences publiques et les instances consultatives nationales (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour relancer un État aujourd'hui en panne (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour le renforcement du pilotage et de l'évaluation des effectifs et de la masse salariale de l'État (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution invitant le Gouvernement à prévenir et à corriger les sur-exécutions et les sous-exécutions des lois de finances (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour le renforcement du pilotage et de l'évaluation des dépenses fiscales par les administrations publiques (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution visant l'amélioration des modalités de contrôle budgétaire par le Parlement (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution relative à la simplification du dispositif d'indemnisation des victimes du valproate de sodium et de ses dérivés (article 34-1 de la Constitution).

## *Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires*

*(art. 48, al. 5 C) :*

- proposition de loi d'orientation pour l'avenir de la santé (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'inclusion des élèves en situation de handicap (première lecture) ;
- proposition de loi de défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble (première lecture) ;
- proposition de loi relative au don du sang (première lecture) ;
- proposition de loi visant à la création d'un répertoire des maladies rares ou orphelines (première lecture) ;
- proposition de loi visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli (première lecture) ;
- proposition de loi pour la protection des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires (première lecture) ;
- proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations (première lecture) ;
- proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (première lecture) ;
- proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants (première lecture) ;
- proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer un fonds spécifique destiné à la recherche oncologique pédiatrique (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie (première lecture) ;
- proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à instaurer un revenu de base (première lecture) ;
- proposition de loi pour des mesures d'urgence contre la désertification médicale (première lecture) ;
- proposition de loi pour une école vraiment inclusive (première lecture) ;
- proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques (première lecture) ;
- proposition de loi visant à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments et à encourager les bonnes pratiques alimentaires (première lecture) ;
- proposition de loi constitutionnelle visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne (première lecture) ;
- proposition de loi demandant l'interdiction du glyphosate (première lecture) ;
- proposition de loi visant à l'institution d'un fonds de soutien à la création (première lecture) ;
- proposition de loi visant la justice fiscale par le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu (première lecture) ;
- proposition de loi visant à augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance et les salaires en accompagnant les très petites entreprises et les petites et moyennes entreprises (première lecture) ;
- proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (première lecture) ;
- proposition de loi visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale (première lecture) ;
- proposition de loi en faveur de la transparence dans l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique (première lecture) ;



- proposition de loi visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français (première lecture) ;
- proposition de loi visant à soutenir le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours et à valoriser la profession de sapeur-pompier professionnel et volontaire (première lecture) ;
- proposition de loi constitutionnelle visant à lutter contre la sur-réglementation (première lecture) ;
- proposition de loi en faveur de l'engagement associatif (deuxième lecture) ;
- proposition de loi pour la protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale (deuxième lecture) ;
- proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants (deuxième lecture) ;
- proposition de loi relative aux préenseignes (première lecture) ;
- proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse (première lecture) ;
- proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales (première lecture) ;
- proposition de loi pour une interdiction effective de la pêche électrique (première lecture) ;
- proposition de loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la programmation du rattrapage et au développement durable de Mayotte (première lecture) ;
- proposition de loi visant à développer l'accueil familial des personnes âgées et handicapées (première lecture).





# Annexe X


## CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2018-2019


arrêté par les Conférences des Présidents du 31 juillet, du 30 octobre et du 20 novembre 2018


2018						2019							
OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN					
L 1	J 1	S 1	M 1	V 1	V 1	L 1	M 1	S 1	L 1	J 1	S 1	L 1	J 1
M 2	V 2	D 2	M 2	S 2	S 2	M 2	J 2	D 2	M 2	V 2	M 2	D 2	V 2
M 3	S 3	L 3	J 3	D 3	D 3	M 3	V 3	L 3	M 3	S 3	M 3	L 3	S 3
J 4	D 4	M 4	V 4	L 4	L 4	M 4	S 4	M 4	M 4	D 4	M 4	V 4	J 4
V 5	L 5	M 5	S 5	M 5	M 5	V 5	D 5	M 5	M 5	L 5	M 5	S 5	V 5
S 6	M 6	J 6	D 6	M 6	M 6	S 6	L 6	J 6	M 6	M 6	J 6	D 6	S 6
D 7	M 7	V 7	L 7	V 7	J 7	D 7	M 7	V 7	M 7	D 7	V 7	M 7	D 7
L 8	J 8	S 8	M 8	V 8	V 8	L 8	M 8	S 8	M 8	J 8	M 8	L 8	J 8
M 9	V 9	D 9	M 9	S 9	S 9	M 9	J 9	D 9	M 9	V 9	M 9	V 9	D 9
M 10	S 10	L 10	J 10	D 10	D 10	M 10	V 10	L 10	M 10	L 10	J 10	M 10	S 10
J 11	D 11	M 11	V 11	L 11	L 11	J 11	D 11	M 11	M 11	M 11	V 11	D 11	J 11
V 12	L 12	M 12	S 12	M 12	M 12	V 12	L 12	M 12	M 12	L 12	M 12	S 12	V 12
S 13	M 13	J 13	D 13	M 13	M 13	S 13	M 13	J 13	M 13	M 13	D 13	M 13	S 13
D 14	M 14	V 14	L 14	J 14	J 14	D 14	M 14	V 14	M 14	D 14	V 14	L 14	D 14
L 15	J 15	S 15	M 15	V 15	V 15	L 15	M 15	S 15	M 15	L 15	M 15	D 15	J 15
M 16	V 16	D 16	M 16	S 16	S 16	M 16	J 16	D 16	M 16	M 16	J 16	M 16	S 16
M 17	S 17	L 17	J 17	D 17	D 17	M 17	V 17	L 17	M 17	L 17	M 17	S 17	V 17
J 18	D 18	M 18	V 18	L 18	L 18	J 18	S 18	M 18	M 18	M 18	D 18	M 18	J 18
V 19	L 19	M 19	S 19	M 19	M 19	V 19	D 19	M 19	M 19	L 19	M 19	S 19	V 19
S 20	M 20	J 20	D 20	M 20	M 20	S 20	L 20	J 20	M 20	M 20	J 20	D 20	S 20
D 21	M 21	V 21	L 21	J 21	J 21	D 21	M 21	V 21	M 21	L 21	M 21	S 21	D 21
L 22	J 22	S 22	M 22	V 22	V 22	L 22	M 22	S 22	M 22	M 22	J 22	M 22	L 22
M 23	V 23	D 23	M 23	S 23	S 23	M 23	J 23	D 23	M 23	L 23	M 23	V 23	M 23
M 24	S 24	L 24	J 24	M 24	M 24	J 24	V 24	L 24	M 24	M 24	J 24	D 24	M 24
J 25	D 25	M 25	V 25	L 25	L 25	J 25	S 25	M 25	M 25	L 25	M 25	S 25	J 25
V 26	L 26	M 26	S 26	M 26	M 26	V 26	D 26	M 26	M 26	M 26	D 26	M 26	V 26
S 27	M 27	J 27	D 27	M 27	M 27	S 27	L 27	J 27	M 27	L 27	M 27	S 27	D 27
D 28	M 28	V 28	L 28	V 28	J 28	D 28	M 28	V 28	M 28	M 28	J 28	M 28	L 28
L 29	J 29	S 29	M 29	S 29	V 29	L 29	M 29	S 29	M 29	L 29	M 29	D 29	J 29
M 30	V 30	D 30	M 30	S 30	S 30	M 30	J 30	D 30	M 30	M 30	J 30	M 30	S 30
M 31	L 31	M 31	J 31	D 31	D 31	J 31	V 31	L 31	M 31	L 31	M 31	D 31	J 31


 Semaine du Gouvernement

 Suspension des travaux

 Semaine de l'Assemblée nationale

 Jour des groupes d'opposition ou minoritaires

 Semaine de contrôle

 Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

## Annexe XI

### *Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2018-2019*

Date de publication (JOLD)	Nature du texte	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
04/10/2018	Projet	Sénat	1388	habilitant à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	lecture CMP	S	17/01/2019
04/10/2018	Projet	Sénat	1389	portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
05/10/2018	Proposition	Sénat	1393	portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires	lecture définitive	AN	09/07/2019
09/10/2018	Proposition	Sénat	1356	relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours	1ère lecture	AN	26/03/2019
18/10/2018	Proposition	Sénat	1394	relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (org.)	lecture CMP	AN	09/07/2019

31/10/2018	Projet	AN	1355	autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976	1ère lecture	S	14/02/2019
09/11/2018	Proposition	AN	1386	visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne	1ère lecture	S	18/12/2018
15/11/2018	Projet	AN	1401	modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (org.)	lecture CMP	S	16/07/2019
15/11/2018	Projet	AN	1402	portant création de l'AFB-ONCFS, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement	lecture CMP	S	16/07/2019
27/11/2018	Projet	Sénat	1831	orientation des mobilités	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06/12/2018	Projet	AN	1481	pour une école de la confiance	lecture CMP	S	04/07/2019
14/12/2018	Projet	Sénat	1695	portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (org.)	lecture CMP	AN	23/05/2019
14/12/2018	Projet	Sénat	1696	portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française	lecture CMP	AN	23/05/2019
18/12/2018	Proposition	AN	1506	relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte	1ère lecture	S	14/02/2019
20/12/2018	Projet	AN	1516	portant mesures d'urgence économiques et sociales	1ère lecture	S	21/12/2018

14/12/2019	Projet	AN	1681	relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé	lecture CMP	S	16/07/2019
28/02/2019	Projet	Sénat	1844	relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	lecture CMP	AN	25/07/2019
02/03/2019	Proposition	AN	1660	relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé	lecture CMP	S	04/07/2019
07/03/2019	Projet	AN	1737	portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés	lecture CMP	S	11/07/2019
14/03/2019	Proposition	AN	1722	visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	lecture CMP	S	24/07/2019
28/03/2019	Projet	AN	1802	de transformation de la fonction publique	lecture CMP	S	23/07/2019
03/04/2019	Proposition	AN	1813	relative à la création du Centre national de la musique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
10/04/2019	Proposition	AN	1081	visant à renforcer l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
11/04/2019	Projet	Sénat	1978	relatif à la modernisation de la distribution de la presse	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25/04/2019	Projet	AN	1880	relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019	1ère lecture	S	16/05/2019
25/04/2019	Projet	AN	1881	pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet	lecture définitive	AN	16/07/2019

02/05/2019	Projet	AN	1908	relatif à l'énergie et au climat	lecture CMP	S	26/09/2019
03/05/2019	Proposition	AN	1785	visant à lutter contre la haine sur internet	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
16/05/2019	Projet	AN	1947	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018	lecture définitive	AN	25/07/2019
23/05/2019	Projet	Sénat	2065	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
08/06/2019	Projet	Sénat	2113	autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
07/06/2019	Proposition	AN	1959	visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
13/06/2019	Projet	Sénat	2106	portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	lecture CMP	AN	25/07/2019
26/06/2019	Projet	AN	2070	ratifiant l'ordonnance n° 2019-362 du 24 avril 2019 relative à la coopération agricole	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

02/07/2019	Proposition	AN	2085	visant à faciliter la gestion et la sortie de l'indivision successorale et l'exploitation d'un aéroport en Polynésie française	1ère lecture	S	23/07/2019
04/07/2019	Projet	AN	2107	autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (n° 2107)	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06/07/2019	Lettre rectificative	AN	2032	Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'énergie et au climat	lecture CMP	S	26/09/2019
11/07/2019	Projet	Sénat	2274	lutte contre le gaspillage et économie circulaire	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18/07/2019	Projet	Sénat	-	relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
19/07/2019	Projet	Sénat	-	autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
05/09/2019	Projet	Sénat	-	portant ratification de l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales du code de l'urbanisme de Saint-Martin	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
12/09/2019	Projet	AN	2242	ratifiant l'ordonnance n° 2019-610 du 19 juin 2019 portant harmonisation de la terminologie du droit de l'armement dans le code de la défense et le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions de coordination	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

12/09/2019	Lettre rectificative	Sénat	-	Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
17/09/2019	Proposition	AN	2201	visant à agir contre les violences faites aux femmes	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

## Annexe XII

### *Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée*

	N° dépôt	Nature	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
1	1127 (rect.)	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels	1 <sup>re</sup>	22/11/2018
2	1226	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles	1 <sup>re</sup>	24/01/2019
3	1020	Projet	S	autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles	1 <sup>re</sup>	14/02/2019



4	1182	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	1 <sup>re</sup>	14/02/2019
5	1124	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens	1 <sup>re</sup>	14/02/2019
6	1356	Proposition	S	relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours	1 <sup>re</sup>	26/03/2019
7	848	Proposition	AN	Engagement associatif	2 <sup>e</sup>	09/05/2019
8	1330	Proposition	AN	Protection des activités agricoles et cultures marines en zones littorale et de montagne	2 <sup>e</sup>	09/05/2019
9	1353	Proposition	S	Reconnaissance des proches aidants	2 <sup>e</sup>	09/05/2019

10	2085	Proposition	AN	Sortie de l'indivision successorale et exploitation d'un aérodrome en Polynésie	1 <sup>re</sup>	11/07/2019
11	2023	Proposition	S	Participation des conseillers de la métropole de Lyon aux élections sénatoriales	1 <sup>re</sup>	18/07/2019
12	1616	Proposition	S	Droit voisin au profit des agences et éditeurs de presse	2 <sup>e</sup>	23/07/2019

## Annexe XIII

### *Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé*

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué aux groupes (+ temps NI) (85)	Temps utilisé par les groupes et NI	Temps global de séance utilisé
12/09/2018	Croissance et transformation des entreprises (1 <sup>re</sup> lecture)	41 h 35	33 h 14	67 h 24
12/02/2019	Croissance et transformation des entreprises (nouvelle lecture)	20 h 30	14 h 28	36 h 36
09/04/2019	Transformation de la fonction publique (1 <sup>re</sup> lecture)	40 h 50	27 h 20	48 h 56
14/05/2019	Orientation des mobilités (1 <sup>re</sup> lecture)	51 h 00	38 h 26	81 h 21
-	Orientation des mobilités (nouvelle lecture)	25 h 30	10 h 18	20 h 24

<sup>85</sup> Ce temps n'inclut pas les interventions des présidents des groupes, les temps accordés aux référents et les temps supplémentaires.

## Annexe XIV

### Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Sort de la commission mixte paritaire	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
<b>Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique</b> Pj AN n° 846 <sup>(86)</sup> Procédure accélérée Après 1 <sup>ère</sup> lecture	19/09/2018	Adoption	03/10/2018	16/10/2018	16/10/2018
<b>Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations</b> Pj AN n° 799 <sup>(86)</sup> Procédure accélérée Après 1 <sup>ère</sup> lecture	26/09/2018	Échec	09/10/2018	06/11/2018	20/11/2018
<b>Proposition de loi organique relative à la lutte contre les fausses informations</b> Pj AN n° 772 <sup>(86)</sup> Procédure accélérée Après 1 <sup>ère</sup> lecture	26/09/2018	Échec	09/10/2018	06/11/2018	20/11/2018
<b>Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude</b> Pj S n° 1142 Procédure accélérée Après 1 <sup>ère</sup> lecture	04/10/2018	Adoption	10/10/2018	09/10/2018	10/10/2018
<b>Projet de loi de finances rectificative pour 2018</b> Pj AN n° 1371 Procédure accélérée Après 1 <sup>ère</sup> lecture	20/11/2018	Échec	26/11/2018	27/11/2018	28/11/2018

<sup>86</sup> Commissions mixtes paritaires ayant eu lieu en 2017-2018 mais pour lesquelles l'adoption définitive du texte a eu lieu au cours de la session 2018-2019.

<b>Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019</b> Pj AN n° 1297 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	20/11/2018	Échec	28/11/2018	29/11/2018	03/12/2018
<b>Projet de loi de finances pour 2019</b> Pj AN n° 1255 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	12/12/2018	Échec	18/12/2018	19/12/2018	20/12/2019
<b>Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice</b> Pj S n° 1349 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	13/12/2018	Échec	23/01/2019	12/02/2019	18/02/2019
<b>Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions</b> Pj org. S n° 1350 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	13/12/2018	Échec	23/01/2019	12/02/2019	20/02/2019
<b>Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne</b> Pj S n° 1388 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	18/12/2018	Adoption	16/01/2019	17/01/2019	17/01/2019
<b>Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises</b> Pj AN n° 1088 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	20/02/2019	Échec	15/03/2019	09/04/2019	11/04/2019
<b>Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution</b> Pn S n° 1394 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	03/04/2019	Adoption	09/07/2019	20/06/2019	09/07/2019
<b>Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires</b> Pn S n° 1393 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	03/04/2019	Échec	21/05/2019	20/06/2019	09/07/2019

<b>Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française</b> Pj S n° 1695 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	07/05/2019	Adoption	23/05/2019	22/05/2019	23/05/2019
<b>Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française</b> Pj S n° 1696 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	07/05/2019	Adoption	23/05/2019	22/05/2019	23/05/2019
<b>Proposition de loi relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé</b> Pn AN n° 1660 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	15/05/2019	Adoption	27/06/2019	04/07/2019	04/07/2019
<b>Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet</b> Pj AN n° 1881 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	04/06/2019	Échec	02/07/2019	10/07/2019	16/07/2019
<b>Projet de loi pour une école de la confiance</b> Pj AN n° 1481 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	13/06/2019	Adoption	02/07/2019	04/07/2019	04/07/2019
<b>Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé</b> Pj AN n° 1681 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	20/06/2019	Adoption	10/07/2019	16/07/2019	16/07/2019
<b>Projet de loi portant création de l'Office français de la biodiversité et de la chasse, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement</b> Pj AN n° 1402 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	25/06/2019	Adoption	09/07/2019	16/07/2019	16/07/2019

<b>Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution</b> Pj AN org. n° 1401 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	25/06/2019	Adoption	09/07/2019	16/07/2019	16/07/2019
<b>Projet de loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés</b> Pj AN n° 1737 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	26/06/2019	Adoption	04/07/2019	11/07/2019	11/07/2019
<b>Proposition de loi visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles</b> Pn AN n° 1722 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	03/07/2019	Adoption	18/07/2019	24/07/2019	24/07/2019
<b>Projet de loi de transformation de la fonction publique</b> Pj AN n° 1802 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	04/07/2019	Adoption	18/07/2019	23/07/2019	23/07/2019
<b>Projet de loi d'orientation des mobilités</b> Pj S n° 1831 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	10/07/2019	Échec	17/09/2019	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
<b>Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace</b> Pj S n° 1844 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	11/07/2019	Adoption	25/07/2019	23/07/2019	25/07/2019
<b>Projet de loi de règlement de budget et d'approbation des comptes de l'année 2018</b> Pj AN n° 1947 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	16/07/2019	Échec	18/07/2019	23/07/2019	25/07/2019

<b>Projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024</b> Pj S n° 2106 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	23/07/2019	Adoption	25/07/2019	24/07/2019	25/07/2019
<b>Projet de loi relatif à l'énergie et au climat</b> Pj AN n° 1908 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	25/07/2019	Adoption	11/09/2019	26/09/2019	26/09/2019
<b>Proposition de loi relative à la création du Centre national de la musique</b> Pn AN n° 1813 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	17/09/2019	Adoption	18/09/2019	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
<b>Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse</b> Pj S n° 2251 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 <sup>ère</sup> lecture	24/09/2019	Adoption	08/10/2019	26/09/2019	08/10/2019



# Annexe XV

## Liste chronologique des scrutins

### 1. Scrutins secrets

Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN
01/10/2018	Élection des vice-présidents de l'Assemblée nationale
16/01/2019	Élection d'un vice-président de l'Assemblée nationale
16/07/2019	Élection d'un juge suppléant à la Cour de justice de la République

### 2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1432	20/11/2018	l'ensemble de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (lecture définitive)	347	204	14
1536	05/12/2018	la déclaration du Gouvernement sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat (application de l'article 50-1 de la Constitution)	358	194	4
1573	12/12/2018	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. André Chassaigne, Olivier Faure, Jean-Luc Mélenchon et 59 membres de l'Assemblée	70	-	-
1711	20/02/2019	l'ensemble du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (lecture définitive)	333	210	9
1840	30/04/2019	la déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité pour 2019-2023 (application de l'article 50-1 de la Constitution)	334	181	17
1941	12/06/2019	la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Édouard Philippe (application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution)	363	163	47

### 3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art 35 de la Constitution)

*Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2018-2019.*

## 4. Scrutins publics solennels

(scrutins publics décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1209	09/10/2018	l'ensemble du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (première lecture)	361	84	103
1263	23/10/2018	la première partie du projet de loi de finances pour 2019 (première lecture)	346	181	27
1330	30/10/2018	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (première lecture)	335	190	33
1429	20/11/2018	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2019 (première lecture)	345	200	10
1633	23/01/2019	l'ensemble du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (nouvelle lecture)	325	213	5
1634	23/01/2019	l'ensemble du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (nouvelle lecture)	327	212	4
1709	19/02/2019	l'ensemble du projet de loi pour une école de la confiance (première lecture)	353	171	31
1814	26/03/2019	l'ensemble du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (première lecture)	349	172	40
1912	21/05/2019	l'ensemble de la proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (nouvelle lecture)	361	62	118
1923	28/05/2019	l'ensemble du projet de loi de transformation de la fonction publique (première lecture)	351	156	53
1926	04/06/2019	l'ensemble de la proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale	347	8	7
1957	18/06/2019	l'ensemble du projet de loi d'orientation des mobilités (première lecture)	372	40	144
1988	26/06/2019	l'ensemble du projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (première lecture)	441	30	61
2039	09/07/2019	l'ensemble de la proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet (première lecture)	434	33	69

2059	23/07/2019	l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (première lecture)	266	213	74
2071	17/09/2019	l'ensemble du projet de loi d'orientation des mobilités (nouvelle lecture)	364	130	52
2078	24/09/2019	l'ensemble de la proposition de loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral (première lecture)	477	9	43
2079	24/09/2019	l'ensemble de la proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral (première lecture)	482	7	44

## Annexe XVI

### *Décisions du Conseil Constitutionnel*

**Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires**  
(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information	Premier ministre 21.11.2018	2018-774 DC 20.12.2018	23.12.2018	Conforme avec réserves
Loi organique relative au renforcement de l'organisation des juridictions	Premier ministre 22.02.2019	2019-779 DC 21.03.2019	24.03.2019	Conforme avec réserves
Résolution renforçant les capacités de contrôle de l'application des lois	Président du Sénat 10.05.2019	2019-782 DC 06.06.2019	07.06.2019	Conforme
Loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française	Premier ministre 27.05.2019	2019-783 DC 27.06.2019	06.07.2019	Partiellement non-conforme
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale	Président de l'Assemblée nationale 05.06.2019	2019-785 DC 04.07.2019	06.07.2019	Partiellement non-conforme
Résolution clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat	Président du Sénat 20.06.2019	2019-786 DC 11.07.2019	13.07.2019	Partiellement non-conforme
Loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 17.07.2019	2019-789 DC 25.07.2019	28.07.2019	Conforme
Loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires	Premier ministre 10.07.2019	2019-788 DC 25.07.2019	28.07.2019	Conforme

**Conformité à la Constitution des lois ordinaires**  
(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous	Plus de 60 sénateurs 05.10.2018	2018-771 DC 25.10.2018	01.11.2018	Partiellement non-conforme
Loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	Plus de 60 députés 23.10.2018	2018-772 DC 15.11.2018	24.11.2018	Partiellement non-conforme
Loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 21.11.2018 30.11.2018	2018-773 DC 20.12.2018	23.12.2018	Conforme avec réserves
Loi de finances rectificative pour 2018	Plus de 60 députés 03.12.2018 04.12.2018	2018-775 DC 10.12.2018	11.12.2018	Conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2019	Plus de 60 députés 07.12.2018 10.12.2018	2018-776 DC 21.12.2018	23.12.2018	Partiellement non-conforme
Loi de finances pour 2019	Plus de 60 députés 21.12.2018	2018-777 DC 28.12.2018	30.12.2018	Partiellement non-conforme
Loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 21.02.2019 22.02.2019	2018-778 DC 21.03.2019	24.03.2019	Partiellement non-conforme Réserves
Loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs et le Président de la République 13.03.2019	2019-780 DC 04.04.2019	11.04.2019	Partiellement non-conforme
Loi relative à la croissance et la transformation des entreprises	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 17.04.2019	2019-781 DC 16.05.2019	23.05.2019	Partiellement non-conforme
Loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française	Premier ministre 27.05.2019	2019-784 DC 27.06.2019	06.07.2019	Partiellement non-conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de transformation de la fonction publique	Plus de 60 députés 24.07.2019	2019-790 DC 01.08.2019	07.08.2019	Conforme
Loi pour une école de la confiance	Plus de 60 députés 05.07.2019	2019-787 DC 25.07.2019	28.07.2019	Partiellement non-conforme

**Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative**  
(Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique du dernier alinéa de l'article unique de la loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage et en hommage aux victimes de l'esclavage	Premier ministre 13.09.2018	2018-275 L 11.10.2018	24.10.2018	Caractère réglementaire
Nature juridique de la mention des inspections générales de l'éducation nationale, de la recherche, de la jeunesse et des sports dans diverses dispositions	Premier ministre 19.10.2018	2018-276 L 15.11.2018	16.11.2018	Caractère réglementaire
Nature juridique de certaines dispositions de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, du paragraphe III de l'article 13 de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle ainsi qu'à l'article 71 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et figurant aux sixième et dixième alinéas de l'article 5 de la loi n° 90-1068 du 28 novembre 1990 modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires.	Premier ministre 22.10.2018	2018-277 L 22.11.2018	23.11.2018	Caractère réglementaire

Nature juridique de l'article L. 521-1 du code de l'éducation et de certaines dispositions des articles L. 442-20 et L. 561-1 du même code	Premier ministre 21.06.2019	2019-278 L 11.07.2019	12.07.2019	Caractère législatif et caractère réglementaire
--	--------------------------------	--------------------------	------------	---

### **Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact** (Application de l'article 39 de la Constitution)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

### **Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir** (Application de l'article 41 de la Constitution)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

### **Conformité à la Constitution des traités** (Application de l'article 54 de la Constitution)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

### **Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés** (Application de l'article 59 de la Constitution)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

### **Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

### **Référendum d'initiative partagée** (Application de l'article 11 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris	Président de l'Assemblée nationale 10.04.2019	2019-1 RIP 09.05.2019	15.05.2019	Conforme

## Annexe XVII

### *Déclarations et débats*

#### Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Fondement juridique	Suivi d'un vote
22/10/2018	Débat sur le prélèvement européen	Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	-	non
05/12/2018	Déclaration du Gouvernement sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat	M. Édouard Philippe, Premier ministre	art. 50-1 C	oui
09/04/2019	Déclaration du Gouvernement relative au grand débat national, suivie d'un débat	M. Édouard Philippe, Premier ministre	art. 50-1 C	non
30/04/2019	Débat sur le projet de programme de stabilité 2019-2022	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique	art. 50-1 C	oui
11/07/2019	Débat d'orientation des finances publiques pour 2020	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics	art. 48 LOLF	non



## Organisés par la Conférence des Présidents

Date	Objet	Ministre
06/02/2019	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-
02/04/2019	Débat sur la transition écologique	<p>M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire</p> <p>Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire</p> <p>Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire</p> <p>Mme Emmanuelle Wargon, Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire</p> <p>Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre auprès du ministre de l'économie et des finances</p>
02/04/2019	Débat sur la fiscalité et les dépenses publiques	<p>Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé</p> <p>M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances</p> <p>M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics</p>
03/04/2019	Débat sur la démocratie et la citoyenneté	<p>Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice</p> <p>M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur</p> <p>M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse</p> <p>Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports</p> <p>M. Marc Fesneau, ministre auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement</p> <p>M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse</p>
03/04/2019	Débat sur l'organisation de l'État et des services publics	<p>M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics</p> <p>M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics</p> <p>M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales</p> <p>M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur</p>
17/06/2019	Débat sur le rapport de la Cour des comptes sur le budget de l'État	-

## Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

## Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
05/02/2019	LaREM	Débat sur l'accès aux droits sociaux	Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé
05/02/2019	LR	Débat sur le rapport du CEC sur l'évaluation de l'action de l'État dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis	Mme Nicole Belloubet, garde de sceaux, ministre de la justice M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur
06/02/2019	MODEM	Débat sur le rapport d'information de la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur l'école dans la société du numérique	M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
06/02/2019	SOC	Débat sur les avantages fiscaux donnés aux Français les plus aisés depuis 2017	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances
07/02/2019	GDR	Débat sur la Montagne d'or	M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
05/03/2019	LaREM	Débat en vue du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019	Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères
05/03/2019	FI	Débat sur la judicialisation et la criminalisation de l'action militante	Mme Nicole Belloubet, garde de sceaux, ministre de la justice
05/03/2019	MODEM	Débat sur les effets des aides fiscales au secteur du logement, sur l'évolution des prix du foncier et sur la redistributivité du système fiscal	M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement
05/03/2019	SOC	Débat sur la réduction drastique du nombre d'emplois aidés et son impact sur les tissus de solidarité au niveau local	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail

05/03/2019	GDR	Débat sur l'avenir du secteur hydro-électrique	Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
29/04/2019	SOC	Débat sur la politique industrielle du Gouvernement : ni défensive, ni offensive	Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances
29/04/2019	FI	Débat sur le rapport d'information du comité d'évaluation et de contrôle sur l'évaluation de la lutte contre la délinquance financière	Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics
30/04/2019	GDR	Débat sur le bilan social des ordonnances travail	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail

# Annexe XVIII

## *Engagements de responsabilité et censure (article 49 de la Constitution)*

### 1. Engagements de responsabilité

Date	Gouvernement	Type de procédure	Résultat du vote	
			Pour	Contre
Mercredi 12 juin 2019	PHILIPPE II	Art. 49, al. 1	363	163

### 2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Objet	Conférence des Présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
11.12.2018 (16 h 40)	11.12.2018 17 h 30	CHASSAIGNE André (GDR), FAURE Olivier (SOC), MÉLENCHON Jean-Luc (FI) et 59 membres de l'Assemblée	Mouvement des « gilets jaunes » et politique générale du Gouvernement	Mercredi 12.12.18	Jeudi 13.12.18	289	70

## Annexe XIX

### *Questions sur une thématique ministérielle*

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
05/02/2019	FI	Questions sur l'action policière pendant les mobilisations des « Gilets jaunes »	M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur
07/02/2019	UDI-Agir	Questions sur la mise en œuvre de la loi « agriculture et alimentation »	M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation
05/03/2019	UDI-Agir	Questions sur la politique familiale	Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé
05/03/2019	LR	Questions sur la politique éducative du Gouvernement	M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
29/04/2019	LR	Questions sur la politique du Gouvernement sur le maintien des services publics sur le territoire	Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales  M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics
29/04/2019	UDI-Agir	Questions sur la mise en œuvre de la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice  Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations

# Annexe XX

## Répartition des réponses aux questions orales et écrites

### Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD <sup>(87)</sup>
Premier ministre : M. Édouard Philippe	103	5
Action et comptes publics : M. Gérard Darmanin	21	10
Action et comptes publics (secrétariat d'État) : M. Olivier Dussopt	31	1
Affaires européennes : Mme Nathalie Loiseau (ministre auprès du ministre) puis Mme Amélie de Montchalin (secrétaire d'État) <sup>(88)</sup>	17	1
Agriculture et alimentation : M. Stéphane Travert puis M. Didier Guillaume <sup>(89)</sup>	40	31
Armées : Mme Florence Parly	16	8
Armées (secrétaire d'État) : Mme Geneviève Darrieussecq	5	1
Cohésion des territoires : M. Jacques Mézard ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	1	0
Cohésion des territoires (secrétaire d'État) : M. Julien Denormandie ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	3	0
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Mme Jacqueline Gourault <sup>89</sup>	28	21
Collectivités territoriales (secrétaire d'État) : M. Sébastien Lecornu <sup>(89)</sup>	5	2
Culture : Mme Françoise Nyssen puis M. Franck Riester <sup>(89)</sup>	10	7
Économie et finances : M. Bruno Le Maire	51	23
Économie et finances (secrétaire d'État) : Mme Delphine Gény-Stephann puis Mme Agnès Pannier-Runacher <sup>(89)</sup>	30	0
Éducation nationale puis Éducation nationale et jeunesse : M. Jean-Michel Blanquer	49	15
Éducation nationale et jeunesse (secrétaire d'État) : M. Gabriel Attal <sup>(89)</sup>	6	1
Égalité femmes hommes puis Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations (secrétaire d'État) : Mme Marlène Schiappa <sup>(89)</sup>	21	1
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Mme Frédérique Vidal	13	10
Europe et affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian	41	0
Europe et affaires étrangères (secrétaire d'État) : M. Jean-Baptiste Lemoyne	29	0
Intérieur : M. Gérard Collomb puis M. Christophe Castaner <sup>(89)</sup>	65	31
Intérieur (ministre auprès du ministre) : Mme Jacqueline Gourault ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	2	0
Intérieur (secrétaire d'État) M. Laurent Nunez <sup>(89)</sup>	21	0
Justice : Mme Nicole Belloubet	33	14
Numérique (secrétaire d'État) : M. Mounir Mahjoubi puis M. Cédric O <sup>(88)</sup>	18	1
Outre-mer : Mme Annick Girardin	17	5
Personnes handicapées (secrétaire d'État) : Mme Sophie Cluzel	10	7
Porte-parole du Gouvernement (secrétaire d'État) : M. Benjamin Griveaux puis Mme Sibeth Ndiaye <sup>(88)</sup>	15	0
Relations avec le Parlement : Christophe Castaner (secrétaire d'État) puis M. Marc Fesneau (ministre) <sup>(89)</sup>	13	0
Retraites (Haut-commissaire) : M. Jean-Paul Delevoye <sup>(90)</sup>	3	0
Solidarités et santé : Mme Agnès Buzyn	78	63
Solidarités et santé (secrétaire d'État) : Mme Christelle Dubos	34	3
Solidarités et santé (secrétaire d'État) : M. Adrien Taquet	14	0
Sports : Mme Roxana Maracineanu	11	4
Transition écologique et solidaire : M. François de Rugy puis Mme Élisabeth Borne <sup>(91)</sup>	85	48

<sup>87</sup> Il s'agit des ministères attributaires et non des ministres au banc.

<sup>88</sup> Décret du 31 mars 2019.

<sup>89</sup> Décret du 16 octobre 2018.

<sup>90</sup> Décret du 3 septembre 2019.

<sup>91</sup> Décret du 16 juillet 2019.

<b>Ministères</b>	<b>QG</b>	<b>QOSD <sup>(87)</sup></b>
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : M. Sébastien Lecornu puis Mme Emmanuelle Wargon <sup>(89)</sup>	6	1
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : Mme Brune Poirson	16	0
Transports : Mme Elisabeth Borne (ministre auprès du ministre d'État) <sup>(91)</sup> puis M. Jean-Baptiste Djebbari (secrétaire d'État) <sup>(90)</sup>	14	54
Travail : Mme Muriel Pénicaud	42	15
Ville et logement (secrétaire d'État) : M. Julien Denormandie <sup>(89)</sup>	13	9
<b>Total</b>	<b>1 030</b>	<b>387</b>

## Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre : M. Édouard Philippe	92
Action et comptes publics : M. Gérard Darmanin	484
Action et comptes publics (secrétariat d'État) : M. Olivier Dussopt	43
Affaires européennes : Mme Nathalie Loiseau (ministre auprès du ministre) puis Mme Amélie de Montchalin (secrétaire d'État) <sup>(92)</sup>	44
Agriculture et alimentation : M. Stéphane Travert puis M. Didier Guillaume <sup>(93)</sup>	778
Armées : Mme Florence Parly	119
Armées (secrétaire d'État) : Mme Geneviève Darrieussecq	130
Cohésion des territoires : M. Jacques Mézard ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	11
Cohésion des territoires (secrétaire d'État) : M. Julien Denormandie ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	1
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Mme Jacqueline Gourault <sup>(93)</sup>	345
Collectivités territoriales (secrétaire d'État) : M. Sébastien Lecornu <sup>(93)</sup>	8
Culture : Mme Françoise Nyssen puis M. Franck Riester <sup>(93)</sup>	178
Économie et finances : M. Bruno Le Maire	983
Économie et finances (secrétaire d'État) : Mme Delphine Gény-Stephann puis Mme Agnès Pannier-Runacher <sup>(93)</sup>	23
Éducation nationale puis Éducation nationale et jeunesse : M. Jean-Michel Blanquer	616
Éducation nationale et jeunesse (secrétaire d'État) : M. Gabriel Attal <sup>(93)</sup>	0
Égalité femmes hommes puis Égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations (secrétaire d'État) : Mme Marlène Schiappa <sup>(93)</sup>	57
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Mme Frédérique Vidal	134
Europe et affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian	259
Europe et affaires étrangères (secrétaire d'État) : M. Jean-Baptiste Lemoyne	19
Intérieur : M. Gérard Collomb puis M. Christophe Castaner <sup>(93)</sup>	824
Intérieur (ministre auprès du ministre) : Mme Jacqueline Gourault ( <i>jusqu'au 16 octobre 2018</i> )	0
Intérieur (secrétaire d'État) M. Laurent Nunez <sup>(93)</sup>	3
Justice : Mme Nicole Belloubet	379
Numérique (secrétaire d'État) : M. Mounir Mahjoubi puis M. Cédric O <sup>2</sup>	54
Outre-mer : Mme Annick Girardin	36
Personnes handicapées (secrétaire d'État) : Mme Sophie Cluzel	185
Porte-parole du Gouvernement (secrétaire d'État) : M. Benjamin Griveaux puis Mme Sibeth Ndiaye <sup>(92)</sup>	0
Relations avec le Parlement : Christophe Castaner (secrétaire d'État) puis M. Marc Fesneau (ministre) <sup>(93)</sup>	3
Retraites (Haut-commissaire) : M. Jean-Paul Delevoye <sup>(94)</sup>	0
Solidarités et santé : Mme Agnès Buzyn	1 703
Solidarités et santé (secrétaire d'État) : Mme Christelle Dubos	12
Solidarités et santé (secrétaire d'État) : M. Adrien Taquet	6
Sports : Mme Roxana Maracineanu	157
Transition écologique et solidaire : M. François de Rugy puis Mme Élisabeth Borne <sup>(95)</sup>	746
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : M. Sébastien Lecornu puis Mme Emmanuelle Wargon <sup>(93)</sup>	10
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : Mme Brune Poirson	18
Transports : Mme Élisabeth Borne (ministre auprès du ministre d'État) puis M. Jean-Baptiste Djebbari	297
Travail : Mme Muriel Pénicaud	305
Ville et logement (secrétaire d'État) : M. Julien Denormandie <sup>(93)</sup>	84
<b>Total</b>	<b>9 146</b>

<sup>92</sup> Décret du 31 mars 2019.

<sup>93</sup> Décret du 16 octobre 2018.

<sup>94</sup> Décret du 3 septembre 2019.

<sup>95</sup> Décret du 16 juillet 2019.